ALLEMAGNE FEDERALE **Reportage pages 16-17**

Des millions de suspects

No 19 – du 24 novembre au 7 décembre 1977

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'Humanité rouge No 774

Mesures Stoléru

LE REFUS S'ORGANISE



Les législatives de 78 et nous

AUJOURD'HUI : ORLEANS

Opposition croissante aux vieux partis

Nous avons entrepris de faire dans le bi-mensuel un tour de France des régions. Dans chaque numéro, nous présenterons les forces politiques en présence, ce que représentent les marxistes-léninistes, les luttes qu'ils mènent, les candidats qu'ils présentent et les axes de leur campagne.

Orléans et sa banlieue regroupent environ 220 000 habitants. Deux zones indutrielles encadrent la ville, une au Nord-Ouest et à l'Ouest (Saran, Fleury-les-Aubrais, Ingré, St-Jean-de-la-Ruelle) une autre au Sud-Est à la Source avec des usines comme Orlane, la TEC, Substantia, les Chèques postaux, etc.

Les Forces politiques

Orléans a des traditions radicales c'est-à-dire centre-gauche. C'est une vieille ville bourgeoise où la classe ouvrière loge à la périphérie.

Le maire actuel avait été élu en 1971, avec le report des voix du PCF et du PSU. Il remplaçait un maire de droite . Aux municipales de 1977, Thinat a été réélu, mais cette fois avec le concours du RPR, du PR et du CDS.

Le PCF est de vieille implantation, ouvrière surtout. Ses bastions principaux sont Renault, St-Gobain, John Deere et les PTT.

Le PS (candidatsde La Fournière et Groenink) est le résultat de la fusion du PSU (de la Fournière, Groenink) et de la vieille FGDS* a été le principal bénéficiaire des élections cantonales et municipales.

L'Humanité rouge a existé avant 1970. Les marxistes-léninistes étaient essentiellement des étudiants ou des lycéens. De 1970 à 1973, elle disparaîtra, victimes de la scisssion dite du «Travailleur». En 1974, l'unification a lieu et l'Humanité rouge apparait à nouveau. Depuis, les marxistes-léninistes se sont renforcés, surtout dans la classe ouvrière.

Les luttes

Ce renforcement sera très vite palpable. Les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge joueront un rôle plus qu'actif dans les luttes d'Orlane,



L'un des candidats marxistes-léninistes.

la CEPEM, Malichaud. D'ailleurs, d'octobre 1975 à juin 1976, les luttes se développent vite, mais les unes derrière les autres. Début 1977, elles se succèderont aussi et dans certaines les marxistes-léninistes se montreront très actifs particulièrement à John Deere.

Aujourd'hui, préoccupés par les futures législatives, les dirigeants syndicaux écrasent, enterrent les luttes comme celles qui ont eu lieu à Diparco (parfums) et Recophar (pharmacie) récemment.

Les candidats marxistes-léninistes

Il y a deux titulaires et deux suppléants. Ce sont des ouvriers, dont une femme. Ils sont militants syndicaux. Ils sont jeunes dans les rangs des marxistes-léninistes mais ils ont déjà beaucoup d'expérience au niveau de la lutte des classes et de la lutte contre les dirigeants révisionnistes du PCF.

Pourquoi tant de camarades, n'est-ce pas disproportionné par rapport à ce que représentent les marxistes-léninistes ? Nous ne le pensons pas. D'une part, chaque camarade est soutenu par la cellule du PCMLF là où il travaille (Orlane, John Deere, Hôpital d'Orléans, Malichaud). D'autre part, les 11,98 % obtenus par ce qui est appelé «l'extrême-gauche» aux dernières municipales, témoignent de la volonté croissante des masses de s'opposer aux politiciens de «gauche» comme de droite.

Ces 11,98 % sont dans une très large mesure le résultat de tout le travail politique des marxistes-léninistes. Voilà pourquoi Orléans sera aussi important dans la bataille des législatives. Les marxistes-léninistes y seront à l'offensive dans les luttes économiques comme dans les luttes politiques contre les politiciens bourgeois de tout acabit.

Yves LEPIC

*Fédération de la gauche démocratique et socialiste.

L'usine où notre camarade travaille et impulse des luttes.



Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

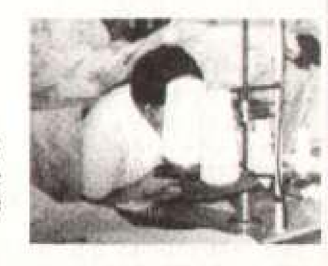
BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro







L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 4ème trimestre 1977
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef ,* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes :* Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration :* Jean-Luc Boyer. *Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz.* Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication : Suzanne Marty.*



19 novembre à Barbès contre les mesures Stoléru
NOTRE FORCE C'EST NOTRE UNITE

A Paris, de Barbès à Ménilmontant, pendant plus de deux heures, 6 000 travailleurs immigrés et Français ont manifesté ensemble leur volonté de combattre dans l'unité les mesures racistes de Stoléru.

Dans la manifestation, c'est près de 3 000 ouvriers immigrés qui défilaient derrière la banderole du Comité de coordination des foyers Sonacotra. Dans leur cortège, se donnant la main ou le bras à côté d'une majorité d'hommes d'âge mûr, on remarquait aussi des femmes, des enfants et des retraités, la canne à la main, démontrant par leur présence la détermination, profonde chez nos frères et sœurs immigrés, de ne pas céder aux expulsions, aux menaces, aux intimidations par les crimes ou la non-délivrance des cartes de séjour. C'est dans toutes les langues et sans interruption que des milliers de poitrines ouvrières et populaires reprenaient les mots d'ordre principaux de la manifestation : *«Abrogation des mesures Stoléru»*, *«Français-immigrés, une seule classe ouvrière»*, *«Non au million, non à la division»*, *«Non au célibat forcé, nos familles avec nous»*, *«Vive le Comité de coordination des foyers Sonacotra»*, *«Sonacotra cèdera»*, *«Retour de tous nos camarades expulsés»*, et aussi des mots d'ordre contre l'impérialisme français.

Par delà le nombre et la détermination des participants, la manifestation représente une victoire politique de grande portée contre l'État capitaliste impérialiste français, contre les diverses forces et partis qui ont tout fait pour la saboter, l'isoler, sinon l'interdire.

Le Comité de coordination est représentatif

En tout premier lieu, le Comité de coordination, organisation de lutte multinationale, des résidents des foyers Sonacotra a fait la preuve une fois de plus de sa représentativité de masse, infligeant une nouvelle défaite à ceux qui la lui conteste. C'est l'échec pour la société Sonacotra sous la tutelle du pouvoir et pour les directions syndicales CGT, CFDT et FO qui, depuis trois ans, nient cette réalité et ont tout fait pour détruire le Comité de coordination ou lui substituer des comités de résidents fantomes.

Le 19 novembre, le Comité de coordination était toujours debout et des milliers d'ouvriers résidents derrière lui ! Qui sont les imposteurs, qui ment, qui est représentatif des résidents des foyers ? Pour tous ceux qui ont un minimum d'honnêteté, la manifestation de samedi a répondu clairement à toutes ces questions, c'est un acte d'accusation impitoyable pour Marchais, Séguy ou Maire. Quant à la Sonacotra, si elle veut solutionner le conflit, il lui faudra bien céder sur les revendications des résidents, discuter avec le seul Comité de coordination et cesser ses manœuvres avec les dirigeants syndicaux.

Echec au sabotage

En second lieu, toutes les tentatives d'isolement ou de sabotage de la manifestation ont échoué face à la clairvoyance politique et à la détermination de certaines organisations de travailleurs immigrés comme le Comité de coordination, le Travailleur tunisien, l'UGET et l'UTIT, Aydinlik, le MTA et d'organisations françaises dont nous-mêmes mais aussi jusqu'à un certain point d'autres groupes se réclamant du marxisme-léninisme.

En effet, à l'annonce publique de l'initiative des organisations de travailleurs immigrés pour le 19 novembre, des organisations ont appelé clairement et immédiatement à

suite page 6

La bataille de mars 78

UNITE AVEC QUI ?

Le 6 novembre 1977, au palais de la Mutualité à Paris, les communistes marxistes-léninistes de France ont lancé leur campagne pour la bataille politique de 1978. Avec clarté, ils ont défini leur objectif.

— Combattre sur le plan intérieur les deux solutions politiques de la bourgeoisie dirigées contre les ouvriers et le peuple : celle de la majorité et celle du programme commun.

— Combattre sur le plan international l'impérialisme en concentrant les coups sur les deux superpuissances surtout l'URSS.

Cette clarté est-elle nécessaire ? Elle l'est absolument pour d'authentiques révolutionnaires prolétariens : elle est la condition de la confiance des masses populaires, elle est, au-delà, la condition de la victoire sur la bourgeoisie.

Notre participation aux élections ne signifie pas que celles-ci constituent un moyen de changement favorable au peuple : au contraire, les élections actuelles constituent un moyen pour la grande bourgeoisie de retarder l'heure de son renversement, une façon de détourner la colère populaire. Notre participation au scrutin constitue un élément de notre lutte pour faire échec à cette opération.

C'est pourquoi nous ne sommes pas prêts à abandonner quelque point essentiel de notre objectif pour glaner des voix sur un candidat confusément présenté comme «révolutionnaire».

Cela n'est pas la position de la direction du PCR (ml), organisation qui se réclame du marxisme-léninisme.

A l'unité indipensable des marxistes-léninistes, la direction du PCR (ml) oppose en effet l'unité des «révolutionnaires» et s'apprête à ce titre à des alliances avec la Ligue trotskiste de Krivine, l'Organisation trotskiste OCT. Alors posons une fois encore la question : qui est révolutionnaire et qui ne l'est pas ?

Le Parti communiste français se dit révolutionnaire, parti de gauche, mais il a bandonné la voie révolutionnaire et il combat âprement la dictature du prolétariat ; ce n'est pas un parti vraiment de gauche, mais un parti de droite, un parti qui représente les intérêts de la bourgeoisie.

La Ligue trotskiste de Krivine se dit révolutionnaire mais elle se pose en défenseur du PCF et sa stratégie consiste à s'acoquiner avec les dirigeants révisionnistes.

L'organisation trotskiste OCT se dit également révolutionnaire mais sa politique est plus vicieuse : elle consiste à prêcher le rouge et à faire le noir.

C'est ainsi que tout en parlant de l'Union de la gauche comme d'une alliance bourgeoise, l'OCT présente la victoire d'une telle coalition comme favorable *«aux forces populaires»* ; elle a même prévu d'appeler à voter une nouvelle fois pour l'Union de la gauche au second tour des législatives

Appeler à voter pour des partis politiques chargés de sauver le système capitaliste et de faire payer la crise aux masses, ce n'est pas révolutionnaire, c'est contre-révolutionnaire ! C'est vouloir placer la classe ouvrière et les masses populaires à la remorque de la bourgeoisie.

Il s'agit d'ailleurs, dans le cas de l'OCT, d'une politique à long terme. Dès le 28 avril 1977, «l'Etincelle» (organe central de l'OCT) annonçait qu'un gouvernement de gauche ce serait *«la course de vitesse contre la contre-offensive bourgeoise»* : en vertu de cela on voit mal comment l'OCT pourrait faire autrement que de défendre un gouvernement «de gauche» contre la bourgeoisie réduite à ses seuls partis de droite.

Autrement dit, l'OCT fait comme si le loup était hors de la bergerie quand il est dedans.

Cela montre que les clameurs et la phraséologie révolutionnariste cachent bien souvent des positions tout bonnement de droite.

Peut-on brader la ligne marxiste-léniniste qui consiste à renverser la majorité et à barrer la route à l'Union de la gauche, pour s'allier avec des trotskistes ?

Peut-on négliger la nécessité de combattre l'aggravation de la politique d'apaisement face à l'agressivité hitlérienne de Brejnev pour s'allier avec des trotskistes ?

Peut-on rejeter l'éducation des masses populaires sur la lutte internationale contre les deux superpuissances, notamment l'URSS pour s'allier avec les dirigeants trotskistes ?

A toutes ces questions nous répondons catégoriquement non !

Il s'agit de questions graves et c'est pourquoi, poursuivant inlassablement notre combat pour l'unification des marxistes-léninistes sur la base des principes nous appelons tous les militants et sympathisants des marxistes-léninistes à se battre pour qu'à la question «unité avec qui ?», la réponse des organisations marxistes-léninistes soit nette : unité avec les trotskistes jamais ! Unité avec les marxistes-léninistes toujours !

Le 20 novembre 1977

19 novembre à Barbès contre les mesures Stoléru

Notre force c'est notre unité

(suite de la page 4)

l'action et à la mobilisation en s'associant à l'initiative, tel le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France. D'autres ont fait la sourde oreille et ignoré les réunions prévues pour cependant dénoncer l'initiative comme une tentative de division des travailleurs français et immigrés : c'est le cas des dirigeants du PCF et de la CGT, ceux du PS ayant joué les ignorants de bout en bout.

D'autres enfin ont répondu à l'iniative des organisations immigrées mais pour tenter de les déposséder de leur initiative, la récupérer ou la saboter : c'est le cas de deux permanents de l'Union de la région parisienne CFDT et des dirigeants trotskistes de la LCR ou de l'OCT !

Qui sont les menteurs ?

Les représentants de l'URP-CFDT qui prétendaient avoir trop peu de temps pour mobiliser leurs adhérents ont pourtant trouvé le moyen de sortir en quelques jours un long article dans leur journal «Paris-syndical» du 14 novembre afin d'appeler leurs organisations à ne pas participer à la manifestation !

La plupart des raisons invoquées dans «Paris-syndical» sont des *mensonges* purs et simples. Jamais l'URP n'a proposé une manifestation unitaire le 26, refusant de s'engager là-dessus comme le lui proposaient l'OCT et le PCR (ml), venus à sa rescousse. L'argument d'associer la CGT et certaines organisations étrangères liées à la CGT est un rideau de fumée étant donné que la CGT et ces organisations invitées ne sont jamais venues et n'ont jamais même daigné répondre.

Au fait, qu'en est-il de la rencontre avec les dirigeants de la CGT ? «Paris-syndical» reste curieusement muet là-dessus.

Enfin, les modifications proposées par l'URP ont bien été écartées, mais ce n'est pas là le fond de la question car tout le monde, y compris l'URP, affirmait son accord avec la plate-forme d'appel et certains proposaient des rajouts qui risquaient de mettre en cause le cadre unitaire, alors que chacun avait entière liberté pour faire sa propre campagne de propagande. Pour conclure après trois heures de réunion, l'URP-CFDT s'éclipsait en concluant que jamais elle ne prendrait part à une initiative de ce genre, si elle était seule en tant qu'organisation syndicale !



Distribution massive de tracts du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Un tel aveu tardif en guise de conclusion montre bien à quel point l'obsession de l'unité au sommet avec la CGT tient guise de ligne de conduite pour certains responsables CFDT. Quant au prétendu refus de certaines organisations de voir la CFDT s'associer à la manifestation alors qu'elle était invitée et a été au centre de la discussion pendant des heures, n'est-ce pas plutôt certains permanents syndicaux qui refusent à priori toute unité d'action avec les marxistes-léninistes notamment ?

Echec à la division

Mais une fois l'URP partie, une «seconde CFDT», comme l'a dit un membre du Comité de coordination, occupait le devant de la scène pour remettre en cause la date et le lieu d'appel de la manifestation sous prétexte de négociations avec la police, cherchant à semer le défaitisme et la passivité, il s'agissait en l'ocurrence des représentants de l'OCT, de la LCR, de Lutte ouvrière et du PCR (ml).

A plusieurs reprises, l'accord unitaire n'était pas respecté par eux, ils publiaient seuls un communiqué qui pouvait faire croire qu'ils étaient à l'origine de la manifestation et de ses prolongements. Au dernier moment, faisant courir le bruit d'une interdiction, la LCR et l'OCT se préparaient à appeler à un autre lieu que Barbès, ce que «Lutte ouvrière» fit publiquement se pliant à la demande de la préfecture de police.

Que dans ces conditions la manifestation ait pu se tenir avec succès, alors que ces manipulations décourageaient probablement bon nombre de travailleurs et faisaient courir le risque d'une interdiction par le pouvoir, voilà bien une raison d'apprécier comme une victoire cette journée de lutte.

Enfin, au moment même où les superpuissances et l'impérialisme cherchent à diviser les peuples d'Afrique du Nord entre eux à propos du Sahara ou de la Palestine, le fait que des milliers de manifestants se soient retrouvés au coude à coude, unis sans distinction de nationalité, de race ou de langue, derrière le mot d'ordre d'unité de la classe ouvrière, voilà une autre raison de considérer la manifestation de ce 19 novembre comme un coup porté à la réaction française et internationale.

Certes, les mesures Stoléru ne sont pas encore abrogées. Mais le 19 novembre a été un pas accompli dans cette voie, il reste à rallier nombre de travailleurs français et immigrés trompés ou écartés de ce combat de classe par les chefs révisionnistes du PCF et les opportunistes de tout poil.

Pour cela l'expérience du 19 novembre est précieuse et sera mise à profit par les centaines d'ouvriers qui ont contribué à son succès. Comme l'indiquait un tract du Parti communiste marxiste-léniniste de France ,distribué à la manisfestation, seule l'unité à la base et dans l'action pour une juste lutte de classe permettra de faire céder le pouvoir et la Sonacotra.

Guy Le Breton

Budget de la défense

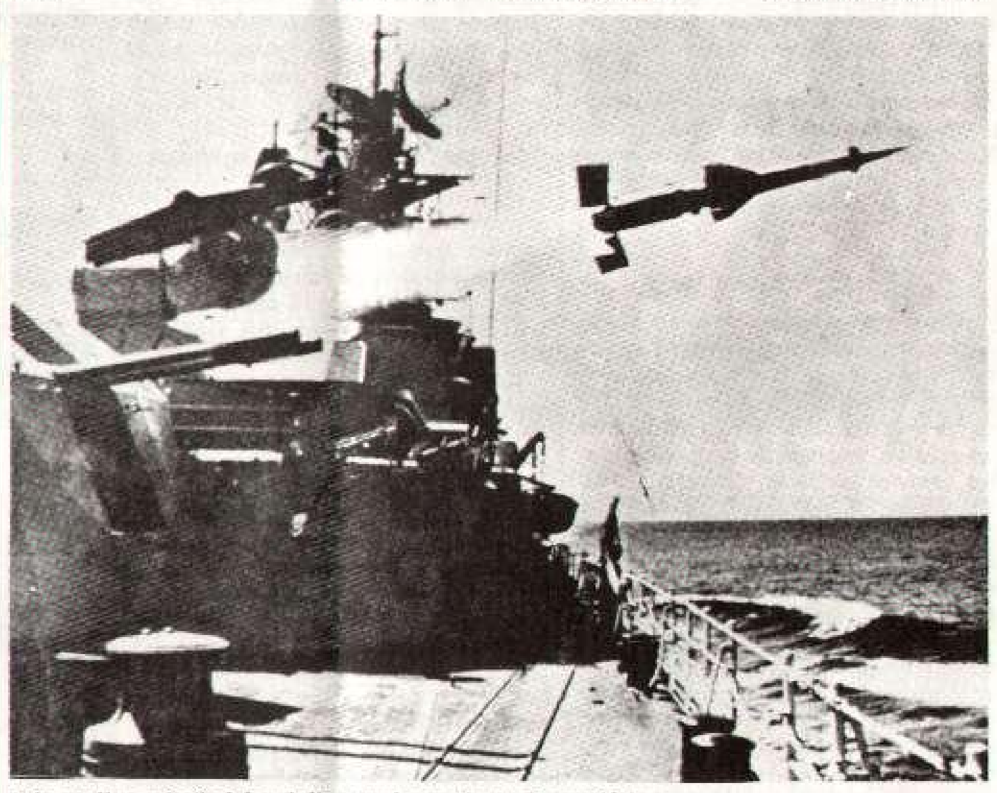
La mobilisation des masses ignorée

D'ici à 1985, le tonnage en service de la marine française va décroître et ne sera plus à cette date que de 167 000 tonnes dont près de la moitié aura plus de 20 ans d'âge et un peu plus du tiers moins de 10 ans. Or, 80 % des importations de la France arrivent par mer, et dans le même temps, l'URSS développe sans cesse ses forces navales autour de l'Europe, dans le but de la prendre en tenailles le moment venu.

Ainsi en Méditerranée, l'URSS a maintenant 70 unités soit plus que la 6e flotte américaine. Rien qu'en 1976, 230 bâtiments de guerre russes sont arrivés en Méditerranée. Le porte-avion Kiev qui s'y trouvait en juillet 1976 est maintenant dans l'Atlantique. Pendant ce temps, la discussion du budget militaire a fourni aux divers clans au pouvoir une occasion de plus de s'affronter.

Querelles entre clans rivaux

Tout en cherchant à se présenter comme champion de l'indépendance nationale le RPR est allé jusqu'à parler de l'amorce d'un changement de politique de défense. Selon lui, la nouvelle stratégie de combat vers l'avant développée par Giscard se traduirait clairement en chiffres ; les forces conventionnelles sont, privilégiées par rapport à la dissuasion nucléaire. Aux critiques de ses amis RPR, suite à l'abandon du 6e sous-marin nucléaire, Bourges, ministre de la Défense, peut bien répondre que de Gaulle lui-même avait préconisé la construction de cinq sous-marins nucléaires, on lui rétorque que ceux-ci venaient compléter une force de frappe de 50 missiles balistiques enfouis dans le plateau d'Albion au lieu des 18 actuellement en service.



Départ d'un missile à bord d'un navire porte-engins soviétique.

Pourtant dans tout cela, l'essentiel est évidemment absent car la question centrale et décisive en ce qui concerne la défense de l'indépendance nationale n'est-elle pas la préparation des masses populaires ? Or, de cela les leaders bourgeois n'en veulent pas. Nos «champions» RPR de l'indépendance nationale, en même temps qu'ils font du tapage autour de la construction d'un 6e sous-marin nucléaire, viennent de déposer un projet de loi tendant à remplacer l'armée de conscription par une armée de métier.

Et par-dessus tout, le RPR par exemple, n'a pas mieux fait que Giscard face à Helsinki et à Belgrade : il a chanté les louanges de la pseudo-détente que l'URSS utilise pour endormir les peuples.

Si l'on ajoute à cela que aucun des grands partis bourgeois ne s'indigne, au contraire, de la scandaleuse «coopération» économique des monopoles français avec l'URSS, on comprendra que pour nous, le débat crucial n'est pas de savoir si la marine a assez d'argent et cela même si nous constatons que la sous-estimation de la flotte russe peut avoir de graves conséquences.

Henri BERTHAULD

Le budget militaire est en augmentation de 15, 8% par rapport à celui de 1977. Il progresse plus vite que le budget général et que le produit intérieur brut. Si on l'examine en détail, on constate que :

1) l'enveloppe globale de chaque arme fait apparaitre une hausse de 30, 4% pour l'armée de terre, de 14, 5% pour l'armée de l'air et de seulement 14 % pour la marine.

2) les autorisations de programme sont en augmentation de 16 % pour les forces nucléaires, mais de 35 % pour les forces classiques.

3) la ventilation par arme de ces augmentations est la suivante : 43 % pour l'armée de l'air, 39 % pour l'armée de terre et 21 % pour la marine.

Mesures antihausses de Barre

Les petits commerçants ont bon dos

Le raisonnement de Barre face à la hausse des prix est simple à saisir. Trop simple même. Il s'adresse au téléspectateur, au consommateur : Les prix augmentent, c'est parce que les commerçants augmentent les prix. Et il ajoute : *«Les grandes surfaces entraînent une diminution des prix.»* Dès lors l'idée est lancée : aider les grandes surfaces et bloquer les prix des petites commerçants, certains prix.

C'est ainsi que l'on voit un ministre de l'Economie, premier ministre de surcroît, partir en guerre contre le prix du croissant, du petit pain au chocolat, de l'escalope de veau ou de la morue salée... pour résoudre la crise, juguler l'inflation, redresser la balance commerciale, arrêter la hausse des prix ! Il faut quand même avoir du culot !

Profiter de la crise

Mais il y a plus que cela. La politique de la grande bourgeoisie au pouvoir est de profiter de la crise pour permettre aux monopoles de s'enrichir et cela sur le dos des petits. Ici les monopoles ce sont les magnats de la distribution, les grandes surfaces, Carrefour, Mamouth, etc. Les petits, ce sont les consommateurs et les petits commerçants dont les bénéfices n'ont rien à voir avec les énormes profits d'Euromarché ou de Auchan.

Voilà ce qui a suscité un mouvement de révolte justifié de la part des petits commerçants ; ce ne sont pas eux les responsables de la crise, de la hausse des prix. Et nous soutenons cette révolte dans la mesure où elle s'oppose aux monopoles capitalistes représentés au gouvernement par les Giscard, Barre et compagnie, représentés aussi par l'équipe à Chirac qui n'a donc aucun titre lui permettant de *«prendre la défense du petit commerce»*.

Par exemple, un moment donné, Royer était au gouvernement. Il fit passer une loi (la loi Royer) qui devait limiter l'extension des monopoles commerciaux et sauvegarder le petit commerce. Or en deux ans, les grandes surfaces ont augmenté de 50 %. Royer n'est plus ministre aujourd'hui et sa loi est de fait enterrée. Quoi d'étonnant ? Au-delà de la démagogie, au-delà de certaines mesures électorales, les gouvernements de la France capitaliste sont au service des monopoles. Les ouvriers en font l'expérience depuis longtemps. Les petits paysans, les petits commerçants aussi. Aucune loi n'y peut rien changer.

Le mythe des grandes surfaces

Les monopoles du commerce, les grandes surfaces, peuvent donner l'impression que non seulement ils ne sont pas responsables de l'augmentation des prix, mais que même ils contribuent à la baisse des prix, comme l'affirme Barre. C'est absolument faux.

La technique des grandes surfaces peut se définir ainsi : *«Quelques îlots de perte, dans un océan de profits»*, selon la formule du spécialiste Bernardo Trujillo. *«Les îlots de perte»*, ce sont les quelques produits vendus à bon marché. Il s'agit en général d'une trentaine de produits, ceux qui sont les plus connus par le consommateur, pour lesquels il peut donc faire des comparaisons de prix. On baisse un peu le prix du sucre en poudre pour donner l'impression que les prix sont bas... et on se sucre ailleurs ! *«L'océan de profits»*, c'est tout le reste, tous les autres produits vendus au prix courant ou même plus cher. Vous allez dans une grande surface, vous achetez un kilo de sucre sur lequel vous gagnez 10 centimes et (tant qu'on est là, autant en profiter...) vous achetez un lampadaire sur lequel vous perdez de l'argent.

En ce sens, les quelques prix bloqués par Barre ne gênent en rien les grandes surfaces : elles se rattrapent ailleurs.

Il peut arriver aussi qu'une grande surface baisse un peu quelques prix car c'est un moyen de couler un concurrent. Le concurrent une fois coulé, le patron vainqueur a un monopole renforcé et il fixe les prix à son gré. Il n'est plus question alors de baisse.

Voilà comment le chiffre d'affaire de Carrefour peut atteindre l'an dernier 5,8 milliards de francs (nouveaux bien sûr). Face à cela, quelle responsabilité a le petit commerçant qui est au coin de la rue ? Quelle responsabilité a-t-il réellement, lui, devant la hausse des prix à côté de ces monstres qui brassent des milliards chaque année ? Dans ce pays, qui fait la pluie et le beau temps en matière de prix, si ce n'est les monopoles, industriels, agro-alimentaires ou commerciaux ? Ces monopoles dont Barre est chargé de défendre les intérêts.

PHILIPPE LECLERQ



Des CRS protègent un magasin Mammouth contre la colère des petits commerçants

Une grande surface, c'est une banque

On a parfois l'impression qu'une grande surface, Carrefour, Euromarché et Cie, c'est un magasin comme tous les magasins, mais en plus grand, en beaucoup plus grand.

Or ce n'est pas un magasin qui vendrait tellement de produits qu'il pourrait baisser un peu ses prix en se rattrapant sur le nombre de produits vendus. Il y a de cela aussi : si une grande surface gagne 2 F sur un kilo de café et qu'elle en vend 1 000, elle gagne 2 000 F, tandis que le petit commerçant qui gagne 2,50 F sur un kilo mais n'en vend que 10 ne gagne au total que 25 F.

Mais il faut bien voir une chose : une grande surface c'est au fond une banque et pas un magasin. Tout d'abord ce sont les banques qui créent les Mammouth et autres, directement ou indirectement. Mais aussi ces «magasins» fonctionnent comme des banques.

De plus, par ailleurs, les grandes surfaces ne vendent pas elles-mêmes mais elles louent les locaux, engagent les capitaux. Les locaux vides sont loués aux producteurs. C'est le capital du départ.

Ensuite les producteurs (des monopoles eux aussi) paient un droit d'entrée pour mettre leurs produits. Ils louent les rayons. Ils apportent eux-mêmes leurs produits, approvisionnent les rayons eux-mêmes. La gestion d'une grande surface c'est donc la gestion d'un capital «mis à la disposition» des marques qui font tout le reste elles-mêmes. Ainsi Carrefour ou Euromarché ne sont pas des sociétés commerciales mais des sociétés financières.

Or, de plus, les produits sont en général vendus en une semaine, tandis que les grandes surfaces paient les producteurs tous les deux mois. Dans le laps de temps qui existe entre une semaine et deux mois, le patron de la grande surface possède un capital qu'il peut placer au mieux : il dispose de 5 semaines pour faire ce qu'il veut de ce capital supplémentaire retiré de la vente des produits puisqu'il ne paiera le producteur, la marque, que 5 semaines plus tard. Inutile de dire que ces gens-là savent où placer leur argent...

Autre avantage, comme les producteurs viennent eux-mêmes approvisionner directement les rayons, la grande surface non seulement ne doit pas constituer ses propres stocks, mais de plus elle ne doit pas subir toute la série sans fin d'intermédiaires. Or les intermédiaires sont bien une des causes de la ruine de nombreux petits commerces ; de sa production à sa vente au détail, le produit passe par les mains de plusieurs monopoles qui chacun se remplissent un peu les poches au passage.

C'est ainsi que l'on voit des petits commerçants aller acheter à Carrefour ou Euromarché les produits qu'ils vendront dans leur magasin...

P.L.

PS et écologie

LA FAÇADE VERDATRE DU PS

Lors de ses journées nationales sur l'énergie, les 12 et 13 novembre, le PS a défini sa position sur les énergies, l'énergie nucléaire principalement. Ces décisions visent à ménager la chèvre et le chou, ou plus concrètement à gagner les écologistes tout en refusant de fait de prendre en compte les questions qu'ils posent.

Le PS a donc statué sur l'énergie nucléaire. Il a notamment décidé qu'en mars 1978, quelque soit le résultat des élections, le PS demanderait une suspension d'une vingtaine de mois dans la mise en chantier des centrales nucléaires classiques, ainsi qu'une suspension (un moratoire) sans limite de délai à propos du surrégénérateur de Creys-Malville. Sans toutefois suspendre les recherches à ce sujet.

C'est sans prendre clairement position sur le fond de la question, sans reconnaître par exemple les dangers de la mise en fonction du surrégénérateur de Malville, (dans des conditions d'absence totale de sécurité) que le PS a voulu prendre une position «écologique».

Le débat

C'est qu'une question est aujourd'hui en débat parmi les écologistes : faut-il ou non se désister pour la gauche au second tour des législatives. Au mois de juin dernier, Philippe Lebreton, écologiste militant de Lyon, lançait l'idée d'un regroupement de tous les écologistes pour mars 78. Cela donna les 17 et 18 septembre derniers la naissance d'Écologie 78. Écologie-78 semblait tout d'abord s'avancer sans trop de problème vers un refus de tout désistement au second tour, à droite ou à gauche.

Mais aujourd'hui les choses se trouvent remises en cause par certains.. Citons le journal «La Gueule ouverte» qui considère que la position adoptée de fait reviendrait à *«faire objectivement le jeu des partis de droite»* et précise: *« Si nous ne sommes pas sûrs de gagner gagner quelque chose en élisant des partis de gauche, nous sommes sûrs de tout perdre en faisant élire des candidats de droite».*

Argument avancé tant par le PCF que par le PS : s'abstenir de voter au second tour c'est favoriser la droite.

Philippe Lebreton répond à ce faux argument dans un article du Monde les 13 et 14 novembre. La question dit-il, est de savoir si la gauche est vraiment à gauche : *«Ce n'est pas nous qui renvoyons dos à dos la droite et la gauche, c'est la gauche qui se montre incapable de se distinguer de la droite(...)».* Il se montre partisan du non-désistement : ni gauche, ni droite.

Ce PS si attirant

Les candidats et les militants écologistes ne se trouvent pas très attirés (même pas attirés du tout) par le PCF. Ils l'ont trop vu à l'œuvre affirmer des positions totalement contraires à leurs aspirations et les condamner ouvertement.

Mais le PS se montre attirant aux yeux de certains : sa position est plus cachée, plus mitigée, le mot «autogestion», pourtant vide de contenu, peut attirer certains...

Pour bien mettre les choses au point citons le PS lui-même, la lettre de l'Unité du 14 novembre : *«Il ne peut donc être question qu'un candidat du PS épouse l'ensemble des exigences des écologistes, parce que prises brutalement elles ne s'intègrent pas totalement et immédiatement dans le programme socialiste».* Par contre, *«les candidats socialistes sauront aussi, sans ambiguité, intégrer les préoccupations écologistes...»* En termes clairs, le PS veut bien intégrer les écologistes à sa politique, mais en aucun cas prendre à son compte les revendications les plus profondes des écologistes, notamment leurs aspirations à un autre type de société, où la loi du profit ne serait plus la loi suprême. Il faut en tirer la conclusion que les écologistes n'ont rien à attendre du PS non plus...

Philippe LECLERQ

La criminelle extradition de Klaus Croissant

C'est presque clandestinement que le gouvernement français a extradé Klaus Croissant. Il a été livré jeudi 17 novembre à 1 h 15 à la police allemande. Aujourd'hui il est enfermé dans la tristement célèbre prison de Stammheim.

Des méthodes révoltantes

Klaus Croissant n'a pas même eu le temps et le droit d'exercer un recours par l'intermédiaire de ses avocats, en l'occurence auprès du Conseil d'Etat. En l'extradant aussi brutalement, le gouvernement a sans aucun doute voulu empêcher que le Conseil d'Etat se prononce sur l'extradition, ne pouvant exercer sur lui aussi facilement les pressions qu'il a exercées sur la justice.

K. Croissant n'a pas pu, non plus, revoir ses avocats. Ceux-ci ont en effet été violemment refoulés et chargés par la police.

D'autre part, Croissant avait fait une requête pour obtenir le statut de réfugié politique. L'exécution de l'extradition aurait dû être différée jusqu'à la décision du Conseil d'Etat concernant ce statut.

Ainsi donc jusqu'au bout, K. Croissant aura fait l'objet de mesures et de méthodes révoltantes.

La chambre d'accusation aux ordres du gouvernement

Quant aux juges, après les manœuvres du procureur Sadon le 2 novembre, ils ont voulu faire preuve de finesse essayant à la fois de sauver les apparences tout en cédant au gouvernement. Les deux arrêts qu'ils ont rendus rejettent les accusations les plus graves et les plus grossières aussi contre Croissant. Ils ont rejeté en bloc la seconde demande d'extradition en indiquant que *«l'exposé des faits fait ressortir qu'à de nombreux endroits, le juge d'instruction allemand s'exprime au conditionnel ou utilise des termes qui amenuisent la portée des faits».* En clair le procureur allemand accuse Croissant arbitrairement et sans apporter la moindre preuve. En rejetant le second mandat d'arrêt allemand les juges français rejetaient l'accusation de complicité avec le terrorisme.

En ce qui concerne la première demande d'extradition, les juges rejetaient sa première partie pour ne retenir que le délit *«d'avoir... favorisé par la fourniture de correspondances, les agissements d'une bande de malfaiteurs».* Aucune preuve matérielle n'a été fournie par le gouvernement allemand mais les juges se sont rangés à l'avis de Sadon. Finalement la chambre d'accusation prononça en termes on ne peut plus hypocrites le désormais fameux *«avis favorable partiel»* qui permettait une extradition, elle, tout à fait complète et expéditive.

La révolte des avocats

Avant le procès, des manifestations et meetings eurent lieu en province et à Paris. De nombreuses sections syndicales, le SGEN-CFDT, des associations diverses ont protesté devant la menace d'extradition. Mardi 15, une manifestation attaquée par la police réunissait plusieurs milliers de personnes. Cependant, ce sont les manifestations et protestations d'avocats qui constituèrent l'opposition la plus remarquable à l'extradition. Par exemple le mercredi à 13 h 45 à l'appel du Mouvement d'action judiciaire une centaine de jeunes avocats manifestait dans la cour du Palais de justice de Paris, brandissant des pancartes portant le nom de plus de 60 avocats allemands emprisonnés. Ensuite ils tentaient de pénétrer dans le Palais. Les flics bouchaient les issues et des bousculades eurent lieu. Les avocats pénétrèrent néanmoins dans le Palais et devant la chambre d'accusation, manifestèrent avant et surtout après que l'avis d'extradition fut prononcé. Plus de 200 personnes avocats et public criaient leur indignation devant l'arrêt des juges : *«Libérez Croissant, Pourriture de justice française, Sadon, Giscard, Peyrefitte assassins».* Jamais sans doute cela ne s'était vu dans le Palais. D'autres avocats se rendaient devant la Santé où ils étaient refoulés. Peu avant 18 h une délégation d'avocats et de plusieurs associations de ceux-ci se rendaient au ministère de la Justice. Enfin Maître Schmidlin donnait lecture d'une lettre de K. Croissant affirmant que jamais il ne se suiciderait et que si on apprenait sa mort ce ne serait donc pas un suicide mais un assassinat.

La soumission de la justice aux ordres du pouvoir bourgeois est ainsi apparue de façon criante, provoquant la colère de nombreux avocats progressistes.

Avec l'expulsion de Croissant, le masque de «neutralité» de la justice a pris un sérieux coup.

HENRI MAZEREAU

Vendredi 18 novembre, une manifestation rassemblait plusieurs milliers de personnes dont de nombreux syndicalistes et démocrates, venus crier leur révolte contre l'extradition criminelle de K. Croissant.

Nul doute que les masses populaires françaises, attachées aux libertés démocratiques, amplifieront la riposte pour faire échec aux mesures policières de l'Etat français.



Manifestation de soutien à K. Croissant.

«Tandis que les deux superpuissances – L'union soviétique et les Etats-Unis – se disputent avec acharnement l'hégémonie à travers le monde et préparent activement une nouvelle guerre, le président Mao a formulé la théorie sur la division en trois mondes; celle-ci constitue pour le prolétariat international, les pays socialistes et les nations opprimées une puissante arme idéologique qui leur permet de s'unir étroitement et de former le front uni le plus large dans la lutte contre les deux superpuissances et contre leur politique de guerre, en vue de faire progresser la révolution mondiale...»

UN DOCUMENT CAPITAL

«La théorie du président Mao sur la division en trois mondes, importante contribution au marxisme léninisme»

Par la rédaction du Renmin Ribao
Organe central du Parti communiste chinois

PEKIN INFORMATION No 45

A commander à E 100, 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

L'URSS dans la corne de l'Afrique

LA SANCTION DU DOUBLE JEU

Après l'Egypte (mars 74), le Soudan (mai 75), voici que la Somalie vient de prendre une série de mesures qui portent un coup sévère à l'expansion et à la subversion de l'Union soviétique en Afrique.

Prenant acte que *«ceux qu'il pensait être des amis se sont révélés maintenant être des ennemis»*, le gouvernement somalien vient de décider :

– l'abrogation immédiate du traité d'amitié somalo-soviétique de 1974.
– l'annulation immédiate de toutes les facilités militaires accordées à l'URSS.
– l'expulsion dans les huit jours de 2 000 à 3 000 experts soviétiques.
– la réduction du personnel diplomatique de l'ambassade d'URSS à Mogadiscio.
– la rupture des relations diplomatiques avec Cuba.

Jusque là, la Somalie avait été l'cbjet d'un intérêt particulier de la part de l'URSS qui en avait fait la tête de pont de son influence en Afrique. 6 000 conseillers, experts, techniciens, exerçaient dans le pays. Un traité d'amitié et de coopération, conclu en 1974, consacrait les *«relations spéciales»* entre les deux pays.

L'URSS était alors officiellement qualifiée de *«meilleure amie de la Somalie»* dont elle soutenait publiquement la revendication territoriale sur l'Ogaden.

La révolution anti-impérialiste qui s'est développée contre l'impérialisme US en Éthiopie a changé les données du problème aux yeux de l'URSS. Beaucoup plus peuplée (trente millions d'Éthiopiens contre 6 millions de Somaliens), plus riche, plus influente en Afrique, stratégiquement mieux située, que la Somalie, l'Éthiopie apparaissait comme une proie tentante pour les Soviétiques. Ils se dépêchèrent de lui offrir leur appui, notamment en matière d'armement.

Le conflit somalo-éthiopien qui se développait sur la question de l'Ogaden, gênait ces projets. L'URSS fit alors pression sur la Somalie pour imposer une confédération somalo-soviétique sous sa houlette. Pressions qui allèrent jusqu'à la suppression de toute livraison d'armes et de pièces de rechanges à l'armée somalienne, entièrement équipée de matériel soviétique. Dans le même temps, Moscou signait un contrat de livraison d'armes entre Moscou et Adis-Abéba. Le conseiller militaire de l'ambassade d'URSS à Mogadiscio, au courant de tous les secrets militaires de la Somalie, était muté brutalement dans la capitale éthiopienne au début de l'année.

Tout en misant ainsi ouvertement sur le développement de son influence en Éthiopie, l'URSS espérait maintenir une pression suffisante sur la Somalie pour y préserver ses intérêts. Mais elle n'a fait que révéler ouvertement qu'elle se soucie comme d'une guigne des intérêts véritables des peuples somalien comme éthiopien ! Seuls la guident ses intérêts égoïstes et ses intérêts de superpuissance.

Par le passé, le gouvernement somalien avait déjà affronté la mauvaise humeur de Moscou à propos de ses bonnes relations avec la République populaire de Chine, de son ferme engagement aux côtés des pays non-alignés, du resserrement de ses liens avec les pays arabes riverains de la mer Rouge.

Les mesures qu'il vient d'adopter sont un éclatant désaveu de la politique social-impérialiste de l'URSS en Afrique, un nouvel et cuisant échec pour ses projets hégémonistes.

Annie BRUNEL

«A BAS LES RUSSES !»

En scandant ce mot d'ordre, et celui de «Cubains hors d'Afrique !», plus de cent mille personnes ont participé à Mogadiscio à une réunion publique de soutien à la décision du gouvernement somalien. Étudiants, travailleurs, et habitants de la capitale ont dénoncé le social-impérialisme soviétique et affirmé qu'ils étaient prêts à défendre leur patrie contre toute agression.



La base de Berbéra

La Base de Berbéra, base stratégique aéronavale , au Nord du pays, dont l'utilisation vient d'être retirée à l'URSS, constitue à la fois le verrou de la mer Rouge et du canal de Suez et la «sentinelle» de l'océan Indien.

Plus de la moitié du pétrole brut produit par les pays de L'OPEP défile chaque année devant ses installations. Elle représentait la plus grande base soviétique en dehors des frontières de l'URSS et remplissait un triple but militaire : centre de télécommunications et d'écoutes, dépôt pour la flotte, et base aérienne dotée de pistes utilisables par les plus gros bombardiers.

En bref

• Seychelles

Démilitariser l'Océan indien

Le président René des Seychelles a de nouveau lancé un appel dernièrement en faveur d'une démilitarisation totale de l'Océan indien, soulignant que les superpuissances ne devaient considérer cette région comme «leur appartenant».

Après avoir insisté sur la nécessité pour les pays riverains de participer aux négociations sur l'avenir de l'Océan indien, René a fait état des inquiétudes de son gouvernement devant la présence de bateaux de pêche étrangers, parmi lesquels des bâtiments soviétiques, à l'intérieur de la zone économique exclusive de deux cents miles.

• ONU

Nouvelle condamnation d'Israël

Le *«Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme et de la population dans les territoires arabes occupés»* a publié dernièrement un rapport sur la situation actuelle dans ces territoires. Celle-ci *«continue à se détériorer en ce qui concerne en particulier la condition des détenus»*. Publié par l'ONU, ce rapport est un nouvel *«appel à la communauté internationale afin qu'elle assume ses responsabilités et mette fin à l'occupation des territoires arabes»*.

Le Comité spécial estime notamment qu'Israel *«continue de mettre en œuvre une politique d'annexion et de colonisation des territoires occupés, de violer la Convention de Genève sur la protection des civils en temps de guerre, et que les détenus sont soumis à la torture»*.

«La vie quotidienne de la population civile dans les territoires occupés continue d'être marquée par des tensions, des incidents et d'autres formes de violences qui devraient être attribuées directement à l'occupation». «Israel continue de refuser le droit de retour à des centaines de milliers de civils qui ont fui leurs domiciles situés dans les territoires occupés pendant et après les hostilités de 1967».

«La population des prisons continue de s'accroître donnant lieu à une situation alarmante étant donné la surpopulation des prisons».

Le rapport précise également que les *«troupes israéliennes ont de plus en plus recours à l'utilisation de la force pour maîtriser les manifestations contre l'occupation, y compris la brutalité contre les enfants»*.

Des brochures à conseiller

PASSEZ VOS COMMANDES A : APN-Editions, BP 279, 75 886 Paris

LE PEUPLE DE TURQUIE
FACE AUX
DEUX SUPERPUISSANCES



ZAIRE

POURSUIVRE FERMEMENT
LA LUTTE CONTRE LE
SOCIAL-IMPERIALISME
ET SES LAQUAIS

DES
COMMUNISTES
MARXISTES-LENINISTES
ZAIROIS

Giscard contre le peuple sahraoui

UNE POLITIQUE SANS ISSUE

L'attitude du gouvernement français dans l'affaire des prisonniers français détenus par le F. POLISARIO a brusquement fait monter la tension déjà forte dans la région du Maghreb.

Dès qu'était connue la nouvelle de la disparition de deux Français dans l'opération menée par les forces armées sahraouies, à Zoueratt, on assistait à une extraordinaire campagne d'intoxication dans notre pays.

Giscard rassemblait aussitôt à l'Elysée un «conseil de crise» avec la participation du chef d'état-major de l'armée française et les déclarations menaçantes se multipliaient. Bourges, ministre des Armées, affirmait : *«Le gouvernement français n'exclut aucune action susceptible de libérer les otages... Les Mirages IV français de reconnaissance basés dans les Landes suivent de très près la situation dans l'Ouest saharien»*. La force française d'intervention était placée en état d'alerte, 16 avions Transall et 2 000 hommes de troupes des commandos de la Marine et des parachutistes faisaient mouvement, 50 officiers et sous-officiers français étaient dépêchés en Mauritanie dans le cadre d'un *«léger renforcement»* de l'armée mauritanienne. Bref, le gouvernement français choisissait délibérément de recourir à un étalage de force, au chantage et à la menace d'intervention militaire.

Pourtant la zone dans laquelle ont disparu les deux Français était officiellement et depuis longtemps déjà déclarée zone de guerre par le F. POLISARIO Pourtant celui-ci avait déjà, dans une affaire précédente, fait preuve de sa bonne volonté en libérant, après enquête, deux Français précédemment détenus. Pourtant il a depuis longtemps déjà annoncé qu'il publierait la liste des prisonniers qu'il détient dès que le gouvernement mauritanien accepterait de publier la liste des prisonniers sahraouis et qu'il était *«prêt à tout moment à rencontrer l'émissaire du gouvernement français»*.

Malgré tout cela, Giscard choisissait l'épreuve de force en faisant brutalement expulser 8 Sahraouis résidant en France et arrêter un responsable de l'Amicale des Algériens de Bordeaux. Des attentats racistes se développaient contre des locaux algériens. Il confirmait ainsi la position partiale adoptée dès le début par la bourgeoisie française dans l'affaire du Sahara occidental. Giscard avait, on s'en souvient, apporté sa caution à l'injute accord de Madrid du 13 novembre 1973 qui, en dépit des résolutions de l'ONU et de l'OUA, avait fait fi du droit du peuple sahraoui à déterminer lui-même son sort. Dans une interview au «Nouvel Observateur» il s'était à l'époque prononcé contre l'existence de *«micro-états»* et avait mis en doute ouvertement l'existence du peuple sahraoui. Celui-ci s'est depuis largement chargé de faire la preuve de son existence et de sa volonté de refuser le fait accompli. La France n'a pas changé d'attitude pour autant et continue d'intervenir plus ou moins discrètement dans le conflit du Sahara occidental, aux côtés du Maroc et de la Mauritanie.

Mais les temps ont changé depuis les beaux jours de l'empire colonial français. La politique française a sur ce point suscité une désapprobation croissante dans le tiers monde et particulièrement en Afrique et la bourgeoisie française, bon gré mal gré, doit quand même en tenir compte. C'est pourquoi elle a fini par accepter de rencontrer des représentants du peuple sahraoui et d'engager des négociations avec ceux-là même dont elle niait l'existence il y a peu.

ANNIE BRUNEL



Les marchands de canons américains s'activent au Maghreb. A Nouakchott, la Gateway Overseas Corporation siège en permanence pour proposer toute une série de matériels militaires et notamment des avions, faisant ainsi sérieusement concurrence à l'impérialisme français qui se charge de suréquiper les armées marocaine et mauritanienne. Les Anglais du trust Vickers sont également présents.

L'URSS, quant à elle, vient de confirmer son intention de signer avec le Maroc «le contrat du siècle» sur l'exploitation d'un nouveau gisement de phosphate à Meskala. Elle investira en 25 ou 30 ans quelque deux milliards de dollars dans cette réalisation qui sera l'une des plus importantes actuellement prévues en Afrique. Elle s'est engagée à acheter au Maroc jusqu'à 10 millions de tonnes de phosphates par an dans le cadre d'un accord de troc comprenant du pétrole, du bois et des produits chimiques. En échange Hassan II s'est vanté de n'avoir avec l'URSS «que de très bonnes relations».

ALLEMAGNE FEDERALE — **De notre envoyé spécial**

A l'heure de la chasse aux suspects

Bonn. Des chars blindés sillonnent en permanence le quartier du gouvernement. Devant chaque bâtiment officiel sont postés des flics d'unités spéciales, le doigt sur la gâchette de leurs mitraillettes. D'autres flics, en combinaison pare-balles, sont prêts à bondir sur leurs motos pour poursuivre les «suspects». Dans chaque voiture officielle, il y a un tireur d'élite, qui sort à chaque arrêt, prêt à ouvrir le feu... Le quartier du gouvernement est en état de siège.

Dans les villes, les stations-services, on voit encore ça et là ces ignobles affiches qui appellent à la délation, avec les photos de seize personnes recherchées et au-dessus l'inscription : 800 000 marks de récompense — 180 000 millions de centimes.

Depuis six semaines, la police a contrôlé près d'un million de personnes, elle a procédé à des centaines de perquisitions — parfois même en l'absence des intéressés, comme dans le centre de Cologne. Elle a interrogé des milliers de «suspects» et le portrait-robot qu'elle a donné du «suspect» peut se résumer ainsi : est suspect celui qui n'attire pas l'attention, celui qui ne parait pas l'être... Tout cela pour seize terroristes qui, vraisemblablement, ne sont même plus en Allemagne ?

En vérité, le gouvernement bourgeois essaie de créer une psychose de peur et il appelle de tous ses vœux une union sacrée entre exploiteurs et exploités contre le terrorisme. Juste après la libération des otages à Mogadiscio, Schmidt avait dit : *«Les gens se sont rapprochés les uns des autres»*. Mais ce n'est resté qu'un vœu pieux. Les ouvriers n'ont pas pleuré la mort de Schleyer. Sauf quand ils y ont été contraints, ils n'ont pas observé les trois minutes de silence réclamées par le gouvernement en hommage au patron des patrons, bien connu pour sa dureté et son passé nazi.

La classe ouvrière ne se laisse pas faire

Et la classe ouvrière a déjà repris l'offensive contre le patronat pour ses revendications immédiates. A la mi-octobre, 10 000 métallos de la Sarre ont manifesté contre les licenciements. A Duisburg, 3 000 métallos ont fait grève pour l'augmentation des salaires. Et partout se préparent les luttes pour faire céder le patronat dans les prochaines négociations salariales.

De leur côté, les étudiants ont engagé la lutte contre la nouvelle loi-cadre sur les universités qui veut les museler et qui dégrade leurs conditions d'étude. Début novembre, 15 000 étudiants ont manifesté à Stuttgart leur volonté de ne pas se laisser faire.

Et c'est de ces luttes ouvrières et populaires que la bourgeoisie a peur. Elle met actuellement en place tout un arsenal de lois répressives qui lui permettent de surveiller, de contrôler, d'emprisonner et même de mettre au secret tout suspect, et dans le même temps, elle accroit les effectifs et les compétences de ses flics et organise le quadrillage de tout le pays.

Quiconque se hasarde à dénoncer le régime capitaliste, à critiquer les mesures répressives ou bien même seulement à lancer une blague sur Schleyer, est aussitôt accusé de *«sympathie pour le terrorisme»*. La presse a lancé des campagnes de haine contre des écrivains démocrates comme H. Böll (*), accusés d'être des *«terroristes de la plume»*. Une romancière catholique, Luise Rinser, s'est vu attribuer le même épithète parce qu'il y a sept ans, à Rome, elle avait rencontré Gudrun Ensslin, la compagne de Baader.

Mais c'est surtout aux organisations marxistes-léninistes que la bourgeoisie veut porter un coup actuellement. Les chrétiens-démocrates ont réclamé leur interdiction, et les sociaux-démocrates au pouvoir sont aussi d'accord pour frapper un grand coup. Mais ces projets d'interdiction ont suscité une vive opposition. Le 8 octobre à Bonn, les marxistes-léninistes ont organisé un meeting de protestation qui a réuni plus de participants (20 000) que jamais auparavant.

Et depuis, des centaines et des milliers de messages de protestations ont été envoyés par des sections syndicales, des éditeurs, des libraires, des organisations démocratiques, des personnalités démocrates.

(*) H. Böll, Prix Nobel de littérature, auteur de nombreux romans dont «L'honneur perdu de Katharina Blum».

Jean SCHUBERT



Grand rassemblement de protestation contre l'interdiction des organisations marxistes-léninistes à Bonn, le 8 octobre.

La bourgeoisie française à l'école allemande

Dernièrement, une rencontre a eu lieu à Munich entre responsables des polices française et allemande, pour mieux coordonner la répression.

Déjà en Alsace, les flics français ont organisé un quadrillage comme en Allemagne. Dans l'affaire Croissant, les autorités françaises se mettent à la remorque de la RFA.

Dans l'enseignement aussi, Haby a récemment protesté contre la *«politisation»* des écoles — prélude à des *«interdictions professionnelles»* en France ?

Les interdictions professionnelles

En 1976, l'enseignant Kurt Holl, est licencié. Raison officielle ; il n'a pas les *«qualités caractérielles»* nécessaires. Il se retrouve au chômage, sans indemnité, car en tant que fonctionnaire, il n'avait pas cotisé à l'assurance-chômage. Il ne peut plus exercer sa profession.

En réalité, on lui reproche ses opinions politiques. On lui reproche d'avoir participé, il y a six ans, à différentes manifestations. Et ceci est un crime au regard de la bourgeoisie, qui ne veut que des enseignants qui défendent fermement son régime.

Il y a plus de 2 000 cas semblables frappés d'interdiction professionelle. Des dizaines de milliers d'autres sont soumis à des enquêtes et des interrogatoires : suspects à priori, ils doivent y prouver leur fidélité au régime capitaliste. Et pour être suspect, il suffit d'avoir un jour diffusé un tract, signé une pétition, ou d'avoir été un jour photographié dans une manifestation.

Pour justifier ces interdictions professionnelles, la bougeoisie s'appuie uniquement sur les renseignements que lui fournissent ses indicateurs, sa police... et aussi la direction du GEW, syndicat des enseignants, où l'influence du Parti révisionniste est forte : des centaines de professeurs ont été exclus du syndicat pour leurs opinions révolutionnaires, et juste après, les autorités scolaires les ont mis à la porte.

A noter enfin que la bourgeoisie n'hésite pas à licencier des professeurs de faculté — comme le professeur Jens Scheer, physicien de l'atome, membre du KPD *, bien connu pour son engagement contre les dangers du nucléaire.

* Organisation marxiste-léniniste

Un petit fait...

Le samedi matin, une organisation marxiste-léniniste tient un stand dans le centre de Francfort. Et au stand, à côté des vendeurs, deux flics ! Ils écoutent ce qui se dit et, dès que le camarade du stand tape un peu trop fort sur le régime capitaliste, ils le traînent dans leur car et l'emmènent au poste.

L'affaire Mescalero

En avril, un étudiant de Göttingen, qui signe Mescalero, écrit un article dans lequel il exprime la *«joie secrète»* qu'il a ressentie en apprenant l'assassinat du procureur général Buback — mais aussi ses critiques sur ce genre d'actions.

L'article est reproduit dans une documentation publiée par 48 universitaires. Aussitôt, la presse bourgeoise pousse des hauts cris : *«Ce sont des sympathisants du terrorisme !»* Les autorités les somment de désavouer publiquement le texte de Mescalero — sinon à la porte ! L'un d'eux, le professeur Brückner, refuse. On le licencie.

Cette mesure répressive suscite une vive indignation. Les organisations de jeunesse des deux partis au pouvoir, les Jusos et les Judos, protestent. Les voilà à leur tour accusées de *«sympathie pour le terrorisme»*.

Cette affaire, qui fait grand bruit outre-Rhin, montre bien l'engrenage de la suspicion. Mais la chasse hystérique aux prétendus *«sympathisants»* a pour effet positif immédiat de développer la SOLIDARITÉ face à la répression.

«UZ», l'organe du PC allemand a lui aussi reproduit le tract des flics appelant à la délation.

UZ unsere z

Die Zeitung der arbeitenden Menschen — Zeitung der DKP

XIIe Congrès des Amitiés franco-chinoises

DEVELOPPER ET ELARGIR LE COURANT D'AMITIE

Ouvert en présence de Han Keh-houa, ambassadeur de la République populaire de Chine, les 11, 12 et 13 novembre s'est tenu le XIIe Congrès de l'Association des amitiés franco-chinoises.

Election des organismes de direction

Président délégué : Régis Bergeron
Vice-président délégué : Maurice Monge
Secrétaire générale : Hélène Marchisio
Le congrès a également adopté les nouveaux statuts de l'association.

300 délégués et observateurs environ venant des 130 comités de l'Association ont participé à ses travaux.

Le Congrès a été surtout l'occasion de faire le point sur le développement des AFC depuis le XIe Congrès de 1974, de réaffirmer l'amitié avec la Chine d'aujourd'hui, de consolider l'unité de l'Association et d'exprimer la volonté de l'ensemble des adhérents d'ouvrir toujours plus largement ses rangs à tous les amis de la Chine quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou leur origine sociale. La composition de la nouvelle présidence à laquelle participeront Mmes de Lipowski, Brunhes-Delamarre, Mrs Maurice Schumann, Joris Ivens, Michel Rocard et Jacques Jurquet reflète concrètement cette volonté.

Depuis son dernier congrès l'Association a enregistré des progrès certains et connu un certain nombre de difficultés dues à la persistance par quelques comités de manifestation de sectarisme.

Dans l'ensemble ces premières difficultés ont été rapidement surmontées grâce au succès d'activités aussi importantes que l'exposition «Images du peuple chinois» (probablement près de 100 000 visiteurs dans toute la France) ou les hommages au camarade Chou En-laï et au Président Mao Tsé-toung auxquels ont participé des amis de la Chine de tous les milieux. Grâce également à la pratique des comités de l'Association qui ont multiplié les activités regroupant parfois plusieurs centaines de personnes et même plusieurs milliers, à l'occasion d'une conférence, de la participation à une foire régionale, une fête locale, de la présentation d'un film, de la visite d'une délégation d'étudiants chinois, dans les écoles, les clubs du 3e âge, les MJC, les Comités d'entreprise, etc.

La fin de l'année 1976, à la suite du décès du Président Mao et de la chute de la «bande des quatre», a vu apparaître d'autres difficultés. Certains amis de la Chine ont été troublés, un tout petit nombre, surtout dans les milieux intellectuels, ont cédé complètement à la campagne anti-chinoise et sont passés dans le camp des ennemis de la Chine et ont quitté l'Association. Mais ces difficultés ont pu également en grande partie être surmontées grâce aux explications fournies par la direction de l'Association, par nos camarades chinois eux-mêmes, aux témoignages vivants et enthousiastes de ceux qui ont participé aux voyages 77 de l'Association et encore une fois grâce à la pratique concrète des comités.

Certes, en 1977, alors que le nombre de comités est passé de 80 en 1974 à 130 aujourd'hui, L'Association n'a pas augmenté le nombre de ses adhérents. Ce phénomène est dû essentiellement à la caisse spectaculaire de certains comités composés esentiellement d'intellectuels, à Paris notamment alors même que certains comités de province se développaient particulièrement.

Les activités de l'année 77 aussi diverses que le stand du comité de Rennes à la Foire internationale de cette ville (près de 100 000 visiteurs probablement) ou la réalisation d'un char sur la Chine au Corso fleuri de Vizilles ont montré non seulement la vitalité de l'Association mais surtout la persistance et le développement de l'amitié franco-chinoise dans de larges secteurs de l'opinion. Les demandes de collaboration, d'interview de nombreux journaux et revues spécialisées, de la radio et de la télévision (régionales surtout) ont montré également que l'audience de l'Association s'était accrue.

Le XIIe Congrès de l'Association qui a vu le renforcement de l'unité des amis de la Chine d'aujourd'hui et permis de tirer les leçons des difficultés comme des succès ouvre des perspectives nouvelles.

Il existe dans notre pays un profond courant de sympathie pour la Chine, le XIIe Congrès des AFC devrait donner un nouvel essor au développement de l'amitié franco-chinoise.

MICHEL FARTAS

La grande salle de la Mutualité au cours d'un meeting organisé par les AFC.



Des licenciements prévus à la SPLI

L'habillement et la crise dans le pays Fougerais

La crise, dans le textile comme dans les autres branches, les partis de l'Union de la gauche l'attribuent à une mauvaise politique et préconisent comme solution une nouvelle politique, la leur bien sûr, sur laquelle ils ont d'ailleurs le mal que l'on sait à se mettre d'accord.

Quant aux partis au pouvoir, ils en rendent responsables la conjoncture mondiale, en particulier le tiers monde qui augmente le prix des matières premières ou envahit les marchés avec des produits à bas prix du fait de leur main-d'œuvre pas chère : c'est ce qu'ils disent en particulier pour le textile.

L'article qui suit, rédigé avec des travailleuses syndiquées CFDT de la SPLI à Fougères, montre parfaitement ce qu'il en est en réalité.

Quand l'industrie du textile-habillement s'implante dans la région, il y a une vingtaine d'années, elle bénéficie de nombreux avantages : outre les primes de décentralisation, elle peut embaucher une main-d'œuvre qualifiée provenant des usines de chaussures. Pour la chaussure et les vêtements, il faut couper les pièces et les coudre. Il y a eu jusqu'à 2 000 ouvrières en textile dans le pays fougerais. Jusqu'en 1974, tout va bien pour les patrons qui réalisent d'énormes profits.

A partir de 1974, comme toute l'économie capitaliste, l'industrie du vêtement subit les répercussions de la crise. Les patrons en profitent pour mettre de l'ordre dans leurs affaires : en juin 1975, c'est «Cyclone» qui a des difficultés, un plan de redressement est mis sur pied avec 40 personnes licenciées. En juin 1977, chez Sapitex, un plan de redressement et 10 % du personnel licencié à Fougères, Rennes, Angers et Paris.

Aujourd'hui, c'est la SPLI

1 700 ouvrières, des ateliers à Rennes, Fougeres, Saint-Brieuc et Ploermel, un siège social à Paris, la SPLI a un passé de lutte important. En 1972, les ouvrières de Fougères, en avance pour l'époque, ont mené pendant trois mois une lutte très dure contre les cadences, empêchant toute vérification des rendements en ne rendant pas les tickets.

Pour casser la lutte, le patron a fait du chantage à la fermeture près des déléguées réunies dans un local au sous-sol. N'y parvenant pas, il coupe le courant, rentre dans l'atelier et, debout sur une table, réussit sous la pression à faire voter la reprise. A la fin de cette lutte, le patron a payé un supplément à celles qui n'avaient pas lutter. Ce patron avait à l'époque les mêmes méthodes que Furnon qui aujourd'hui se van-

Les ateliers de l'usine de Saint-Brice-en-Cogles. Dans le pays fougerais, les patrons de l'habillement ont trouvé une main-d'œuvre spécialisée venant des usines de chaussures...



te à la télé de mettre les syndiquées et les non-syndiquées dans des ateliers différents. Ce n'est peut-être pas un hasard que la SPLI a travaillé en sous-traitance pour lui.

En 1974, la SPLI a fait construire une usine en Tunisie (chacun sait à Fougères que des cadres y ont été envoyés). Les ouvrières y étaient au début payées 1,40 F de l'heure. Depuis ETAM, groupe allemand, achète des parts de la SPLI ; un plan de redressement est établi entre les patrons et les organismes officiels :

— pour les patrons, cela rapporte des subventions et des prêts à long terme

— pour les ouvrières, ce sont des licenciements, bien que ce plan ne parle pas de licenciement mais «d'allègement du personnel du siège social et alignement des moyens de production sur les commandes»...

Avec des usines en France et en Tunisie, les patrons font faire le travail où ils veulent et licencient ou embauchent où ils veulent, c'est-à-dire où les profits sont les plus grands. Ils veulent nous faire croire qu'ils sont concurrencés par les industries textiles des pays en voie de développement et sont dans l'obligation de licencier. Au contraire, qui peut croire que la SPLI en Tunisie concurrence la SPLI en France ?

Le plan de redressement est un plan de licenciement et de division des ouvrières

1) L'idéal des patrons est de faire des ateliers de 150 ouvrières. Actuellement, il y a déjà quatre usines, mais c'est encore trop regroupé d'après les patrons, qui ont tenté de fermer Rennes pour ouvrir plusieurs petits ateliers aux alentours ; ils ont reculé, mais le projet demeure. Sur ces quatre usines, trois ont des sections syndicales CFDT et Rennes une CGT, ce qui ne facilite pas les actions communes surtout qu'à Fougères il y a même FO.

2) Les mêmes chronométreurs et cadres passent maintenant dans toutes les villes et donnent comme base les temps les plus rapides. Dans chaque usine, ils disent que l'autre va plus vite... tant et si bien que pratiquement personne ne peut faire son rendement. Ils veulent licencier celles qui ne vont pas assez vite.

3) Les ouvrières à domicile n'ont plus de travail depuis juin : elles sont licenciées.

Les femmes ayant pris un congé post-natal (un an sans solde pour élever leur enfant) ne sont pas reprises.

Toutes celles qui acceptent de partir ont un chèque d'un million ! C'est impressionnant mais la section CFDT a fait un calcul précis qui révèle qu'un salarié ayant 2 100 F brut mensuel et 15 ans d'ancienneté bénéficierait réellement de 52 F de mieux que ce qui est prévu par la loi. Pour les salariés supérieurs ou pour les salariés qui ont plus de 15 ans d'ancienneté, les patrons reconnaissent que le million peut être dépassé et qu'ils verseront la différence...

D'après leurs livres de compte

Les patrons disent qu'ils perdent de l'argent, que la société est déficitaire. Cela leur permet de ne pas payer d'impôts et d'avoir des subventions. Ils n'avouent pas qu'ils se fixent eux-mêmes leurs salaires plus qu'élevés et que c'est avec les bénéfices faits en France qu'ils ont construit en Tunisie.

La SPLI, comme beaucoup d'entreprises, emploie des moyens connus pour faire croire que les déficits sont réels. Un exemple : elle fabrique en France de la lingerie ; une partie de cette fabrication peut être vendue en Israël à un circuit commercial qu'elle contrôlerait. S'ils vendent un pyjama 10 F, alors qu'il coûte 50 F à la fabrication, cela fait paraître un déficit de 40 F à la SPLI, ça les patrons le diront. Ce qu'ils ne diront pas, c'est qu'ils récupèreront ces 40 F dans leur circuit commercial en Israël ou ailleurs dès que le pyjama sera vendu (40 F plus les bénéfices de la vente). Ce qui est un moyen de transporter leurs fonds vers un secteur plus rentable ou dans un autre pays.

A la SPLI, des problèmes laissent croire que les patrons sont incapables de gérer. Tout ce qui précède démontre bien qu'ils sont très habiles, qu'en fait par tous les moyens, malgré la crise, ils s'organisent pour sauvegarder et augmenter leurs profits. Ce qui est en cause, ce n'est pas la gestion d'un patron, mais le système capitaliste ; tant que celui-ci existera, le chômage et les licenciements existeront.

Aujourd'hui, les patrons appliquent un plan de redressement pour intimider les travailleurs. Déjà ils ont pris une claque : les départs volontaires, malgré le million, n'attirent plus.

Les déléguées et les ouvrières ont recherché des moyens de lutte pour faire échec à ce plan. Elles sauront une fois de plus imposer le droit de vivre et travailler au pays.



... Mais les ouvriers et les ouvrières n'ont pas oublié que Fougères a été appelée «Fougères la rouge» et aujourd'hui les luttes s'amplifient pour travailler, vivre et lutter au pays.



Séguy-Maire

L'OPERATION DU 1er DECEMBRE

Séguy, Maire et leur compère Henry ont décrété une journée nationale d'action le 1er décembre. D'après eux il s'agirait d'une initiative qui répond à un besoin des travailleurs et ils promettent une action efficace *«qui rappelle clairement au patronat et au gouvernement que l'austérité ne passe pas. Une action qui donne confiance, qui renforce l'unité. Une action qui donne de l'élan aux luttes revendicatives indispensables»*. (Krasucki dans «La Vie ouvrière» du 7 au 13/11).

Certes les travailleurs n'acceptent pas l'austérité, leur mot d'ordre c'est : *«Banquiers, patrons, la crise c'est à vous de la payer, c'est pas aux ouvriers»*. Et aucun chantage du gouvernement ou de la gauche demain ne réussira à leur faire admettre qu'ils doivent faire des sacrifices pour sauver le capitalisme. Mais entre refuser l'austérité, le chômage et les mettre en échec il y a un pas, un pas que justement les Séguy et les Maire s'emploient à nous empêcher de franchir. Est-ce exagéré de dire qu'ils sabotent la lutte des travailleurs ? Non ça ne l'est pas, il suffit d'examiner les faits pour s'en convaincre. Un exemple : le jour où la radio nous annonçait la journée du 1er décembre, elle nous apprenait en même temps l'échec de la lutte à Dubigeon (Nantes) après 9 semaines de grève. Or, cet échec n'est certainement pas imputable aux travailleurs qui ont fait preuve d'une magnifique combativité. Mais ce sont des gens du PCF membres de la CGT qui, à coups de poings se sont opposés aux travailleurs pendant l'occupation de la chambre de commerce. Ce sont les dirigeants des syndicats CGT qui ont refusé d'organiser la solidarité dans les chantiers navals à La Ciotat, la Seyne, Dubigeon, Marseille. Ce sont quelques responsables de l'Union des métaux CFDT qui ont combiné la reprise après avoir fait soufflé un vent de défaite. Ce sont les dirigeants CGT qui ont saboté le soutien populaire au profit de la publicité pour les élus de gauche, etc.

L'unité qu'il faut renforcer c'est celle de la classe ouvrière. La confiance qu'il faut développer c'est celle de la classe ouvrière dans ses propres forces. Pour Krasucki et ses acolytes révisionnistes et réformistes il s'agit de tout autre chose. Quand ils parlent d'unité, c'est de celle des politiciens de la gauche, celle des états-majors confédéraux ; unité dont ils attendent un succès électoral qui leur permettrait d'être associés à la gestion du capital. L'unité de la classe ouvrière, ils lui tournent le dos. Ainsi quand le gouvernement se lance dans une vaste campagne raciste de division, que font-ils, à part condamner ceux qui organisent la riposte, que font-ils, à part s'oppser à la manifestation du 19 novembre pour l'abrogation des mesures Stoléru ? Qu'ont-ils fait à part trahir la lutte des résidents des foyers Sonacotra, lutte qui réalise l'unité des travailleurs de toutes nationalités ?

Et quand ils parlent de confiance, ce qui les inquiète c'est que les travailleurs de plus en plus nombreux rejettent les Marchais, les Mitterrand. Ce qui les inquiète c'est que les disputes du PC et du PS à propos du partage d'un pouvoir tant convoité, ont accéléré la prise de conscience des travailleurs qu'il ne fallait accorder aucune confiance à ces partis. Comme le dit J. Moreau (dans «Syndicalisme-hebdo» du 17 novembre), *«... chez nous (à la CFDT) la désunion de la gauche peut avoir de graves conséquences. En fait on risque d'enregistrer un double mouvement. D'une part le développement d'attitudes anti-partis... d'autre part, un développement d'une sorte d'anarcho-syndicalisme...»*. Comprenez développement du rejet des partis bourgeois de gauche et développement de la ligne de lutte classe contre classe. Alors Séguy et Maire qui se voyaient déjà autour du tapis vert occupés à collaborer avec un gouvernement bourgeois de gauche s'affolent et s'agitent : voilà la signification du «1er décembre strictement syndical».

C'est pourquoi on ne saurait se contenter à cette occasion de dénoncer l'inefficacité des journées d'action ou le caractère parachuté de leur mot d'ordre. La dénonciation qui doit être faite, dans les entreprises, dans les sections, dans les syndicats, c'est celle de l'opération de récupération politique des travailleurs par la prétendue gauche. Il faut combattre résolument devant les travailleurs la ligne qui prétend lier l'avenir de la classe ouvrière aux succès électoraux de ces politiciens arrivistes. Plus que jamais il faut unir le plus grand nombre de travailleurs, de syndicalistes pour édifier ensemble un mouvement syndical indépendant des partis bourgeois. Le 1er décembre montre clairement que la bataille politique de 78 c'est aussi une lutte de classe acharnée dans le mouvement syndical. Dans cette lutte, il faut établir une démarcation nette avec la politique révisionniste et réformiste, travailler avec *la majorité* des syndicalistes et isoler *la poignée* de bourgeois installés à la direction.

PIERRE MARCEAU

CFDT : l'exclusion d'une section PTT

Un nettoyage en catastrophe

A la fin du mois de Septembre, la fédération CFDT-PTT entamait une opération visant à liquider la section de centre de tri de Lyon-Gare, forte de 185 adhérents, active et combative et n'hésitant pas à critiquer et à s'opposer à certaines pratiques et orientations de la fédération et de la confédération.

C'est bien cette opposition que veut liquider la fédération. La rupture de l'Union de la gauche a fait tomber bien des illusions et les deux voies qui s'affrontent dans les syndicats en sont apparues plus clairement :

— Soit celle des dirigeants confédéraux, étroitement liés aux partis de «gauche», qui consiste à tout faire pour porter ces partis au pouvoir où ils assureront pour leur compte la gestion du capitalisme ; c'est la voie de l'échec dans les luttes (comme celle, courageuse des ouvriers de Dubigeon trahie récemment) la voie des pseudo-luttes contre le plan Barre ; c'est la voie du maintien du capitalisme

— Soit celle de la lutte classe contre classe qui consiste à rassembler les forces et les luttes de la classe ouvrière et de tous les travailleurs pour combattre tous les méfaits du capitalisme et en fin de compte l'abattre.

Les dirigeants de la CFDT l'ont maintes fois répétés ces derniers temps, depuis la rupture de la gauche. : il y a un risque que les aspirations des militants à la démocratie prolétarienne, aux formes de luttes efficaces et donc leur opposition aux méthodes antidémocratiques, aux journées d'action bidon et aux sabotages des luttes, ne s'élève au niveau d'une opposition aux partis de gauche, au rejet de leur ligne et de leur mainmise sur la direction des syndicats. L'un des dirigeants de la CFDT. Jacques Moreau, dans l'hebdomadaire de son syndicat, appelait cela «une tendance à l'anarcho-syndicalisme» ou «la tentation de l'apolitisme».

Séguy, tout en poursuivant l'élimination des opposants dans la CGT (il est expert en la matière : rappelons nous la destruction de la section CGT de l'IMRO), avait fixé lui-même l'objectif de mettre au pas les 30 % d'opposants qui s'étaient manifestés au congrés d'Annecy de la CFDT ; les responsables de la CGT s'emploient à signaler à leurs compères de la CFDT les sections et militants qui ne sont pas dans la ligne !

L'opération était sans aucun doute programmée dans les premières mesures à prendre après la grande victoire de l'Union de la gauche que tout un chacun voyait comme certaine en 1978.

La rupture de cette «union» a précipité les choses.

Mais du coup, les états-majors syndicaux effectuent leur nettoyage en catastrophe, pressés par le développement de l'opposition, sans la position confortable et le soutien qu'ils auraient tirés d'une gauche victorieuse. Ainsi par exemple, les exclus de Lyon-gare rencontrent un soutien de plus en plus large !

Les conditions sont donc au contraire excellentes pour que se renforce la ligne classe contre classe ; il faut déployer pour cela tous les efforts et notamment s'opposer aux mesures d'exclusion du genre de celles qui frappent cette section de Lyon.

L'enjeu est d'importance, puisqu'il s'agit de savoir si les partis bourgeois de «gauche» maintiendront leur hégémonie sur les syndicats ou si au contraire la ligne classe contre classe progresse, si la classe ouvrière avancera dans la conquête de son indépendance à l'égard de tout parti bourgeois.

Jacques DUROC

LA TENTATIVE DE LIQUIDATION

1- Sur ordre de la fédération (tenue par le (CERES), exclusion antistatutaire des vingt membres élus de la commission éxécutive de la section. Parmi eux, six ont plus de vingt ans de PTT, quatre ont plus de quinze ans de CFDT.

2- La section rejette l'exclusion et maintient leur mandat aux exclus ; elle est dissoute.

Les motifs de l'exclusion

—Coordination des luttes à Lip en 1976 ; en fait certains y ont participé à titre individuel
— participation à la marche sur Malville
— blocage du conseil départemental; en fait, les représentants de la section sont parmi les rares qui y font des propositions etc.

La section avait critiqué la conduite de la grève en 1974, les journées d'action et grèves de 24 h sans efficacité.

Les réactions

Une liste arrêtée au 31 octobre indique que ; 10 UIB, L'union locale de Vienne (Isère), des dizaines de sections, une douzaine de syndicats ont pris position contre l'exclusion dans la seule région lyonnaise.

Le soutien s'étend rapidement à d'autres régions, dans les PTT et en dehors.

La fédération CFDT commerce et services propose aux exclus de les prendre dans ses rangs.

Le 7 novembre, devant plus de 500 militants du Rhône, les responsables départementaux ne parviennent pas à justifier l'exclusion et sont largement désavoués.

Deux dossiers expliquent clairement l'affaire (un presenté par les 20 exclus, le second avec l'aide de nombreux syndiqués responsables ou non de la section et organismes syndicaux du Rhône).

Motions, protestations à envoyer à la Fédération PTT 26 rue Montholon 75 009 Paris

Pour contact, information, écrire à Georges Valero centre de tri PTT lyon Gare 69 002

Soutien financier à : Roger Chambard CCP 6260 13 Lyon mention « Soutien aux exclus de Lyon gare.»

Témoignage

«J'ai participé à un stage CGT»

ECHEC AUX BONZES

J'ai eu la chance de pouvoir participer à un stage de formation élémentaire de la CGT, organisé par l'UL de Sochaux-Montbéliard (bavure de leur part). Les vingt participants étaient des ouvriers de Peugeot, deux ouvrières en horlogerie, des infirmières, des employés PTT. Le stage était animé par Krauss (PC), adjoint de Boulloche, maire PS de Montbéliard.

Le programme du stage consistait, du début à la fin, à nous préparer les esprits pour gober le Programme commun. A noter que d'après leurs écrits, la théorie de la plus-value, c'est de ... Krasucki !! Marx et Engels ne sont pas mentionnés !

Les fondements théoriques du Programme commun, tout le monde commence à les connaitre maintenant : la «classe des salariés» est une soupe au pistou où on fourre de tout, des hauts cadres administratifs, des grands toubibs à côté des filles de salle, des flics... Tous ceux-ci étant accueillis à bras ouverts dans «notre grande CGT de classe».

«L'inflation, le chômage, mais ce n'est pas compliqué, on augmentera les salaires, on bloquera les prix, les ouvrières achèteront, etc».

Ce n'est pas un cours sur la lutte de classes, mais un livre de recettes magiques qu'on nous présentait là.

Que faire au milieu de tout ça ?

Au début du stage, personne ne pipait mot, tout le monde était très attentif et y allait de son style, obéissant au doigt et à l'œil aux chefs syndicaux.

Dès le premier jour, je suis intervenue. Je les ai contrés en ayant bien dans la tête que les notions d'économie qu'ils voulaient nous inculquer devaient nous préparer à leur propagande électorale.

J'appuyais notre ligne sur des exemples concrets, connus dans la région et essayais de gagner, sinon le soutien, du moins la confiance des participants.

Un exemple : le responsable nous parle abondamment de démocratie syndicale et ouvrière.

Je leur dis : *«En octobre et novembre 1976, il y a eu à Besançon deux manifestations très différentes ; celle de la «gauche» PC-PS-CGT-CFDT qui a réuni 2 500 personnes et la journée «portes ouvertes» chez Lip, organisée par la coordination des usines en lutte pour l'emploi qui a réuni 15 000 personnes.*

La CGT, sans consulter ni les sections syndicales ni les travailleurs, a appelé à la première et a boycotté celle de Lip. Où est la démocratie syndicale, où est la démocratie ouvrière ?

Réponse du responsable : *«On n'aime pas beaucoup Lip, on n'aime pas le folklore, la foire»...*



Un autre exemple :

Le bonze : *«Ici, on ne fait pas de politique. Tes idées, tu les gardes pour toi».*

Moi : *«Et vous, vous ne faites pas de politique ? Ça fait depuis le premier jour que vous nous étalez la politique du PC à travers le Programme commun».*

Pas de réponse, on passe à un autre sujet.

Au début donc, personne n'osait trop parler. Quand je lançais le débat, le responsable coupait court en prétextant que la question serait traitée dans un autre cours ou reprenait un tout autre problème ou même décrétait une pause.

J'avais l'impression que mes explications n'étaient pas reprises par les autres et tombaient un peu à l'eau.

Pourtant, au fur et à mesure du stage, je me suis aperçue du contraire et les langues se déliaient. Un chef m'affirmait, par exemple, que celui qui n'était pas d'accord avec le Programme commun ne pouvait pas prendre de responsabilités dans la CGT (être délégué) parce que le soutien au Programme commun *«avait été décidé démocratiquement».*

Je me tournai vers mes voisins et leur demandai s'ils avaient décidé démocratiquement cette ligne. *«Bien sûr que non»*, me fut-il répondu et l'un d'eux l'avait même noté sur son cahier de cours car il n'avait pas osé le dire.

Pour mieux dicter leur loi face aux attaques perpétuelles, les permanents, responsables et autres chefs syndicaux se multipliaient tout au long du stage !

A la fin, l'atmosphère avait beaucoup changé. Une opposition se faisait jour, même si elle était plus ou moins consciente. Certains faisaient des cocottes en papier, ne prenaient plus de notes, un autre me montrait un carton sur lequel il avait écrit : *«C'est pour le prochain cours»* ridiculisant ainsi la manière dont les chefs refusaient de répondre à mes questions !

Et surtout, les deux derniers jours, les critiques

commençaient à fuser de partout, dans tous les sens et sur tous les sujets. Quelques unes en vrac :

– *«C'est vrai que la CGT, c'est le PC»*

– *«Je suis contre l'échelle mobile»*

– *«Je suis contre les publicités dans nos journaux»*.

– *«A Sochaux, la CGT ne fait rien pour les immigrés»*.

Un employé des PTT : *«Bien sûr, que plein d'ouvriers se battent et ont une conscience de classe sans pour cela être syndiqués CGT»*.

Le chef, vert de dépit : *«Mais, camarade, tu n'as rien compris de tout le stage, on t'a expliqué depuis le premier jour que sans être syndiqué à la CGT, un ouvrier a un instinct de classe mais ne peut pas avoir de conscience de classe»*.

Ma réponse : *«Il y a des ouvriers qui ont une conscience de classe telle qu'ils refusent le Programme commun et se font pour cela virer de la CGT !»*.

Le chef : *«Il n'y a jamais d'exclusion à la CGT»*. (Quel toupet !)

Ils eurent droit alors à nos exemples concrets de sections entières dissoutes, de militants empêchés de militer pour avoir refusé de voter PC-PS

A la fin du stage, donc, les choses avaient changé. Les bonzes étaient d'un côté les stagiaires de l'autre. Loin de m'être isolée, pour avoir exposé les points fondamentaux de la ligne du parti, j'avais éveillé la curiosité, la sympathie de tous, aucune hostilité parmi les stagiaires. Même les membres du PC venaient discuter avec moi pendant les pauses.

Résultats du stage : des discours de Gémenos donnés, des contacts pris, un rendez-vous fixé avec des ouvriers de Sochaux pour montrer des diapos sur la dictature du prolétariat en Chine.



Une vue de la salle de l'assemblée générale des délégués, au moment de la lecture du rapport de la commission sur l'organisation

Journées nationales de Paysans - Travailleurs

Une étape pour le renforcement du syndicat

Les 17 et 18 novembre derniers, le mouvement Paysans-Travailleurs tenait ses assises nationales dans la région parisienne à Fontenay-sous-Bois. Les précédentes journées nationales de Paysans-Travailleurs avaient eu lieu, il y a trois ans exactement, avec pour thème «s'unifier et s'organiser».

L'ordre du jour des présentes journées nationales était chargé et certains points devaient permettre d'ouvrir et d'approfondir le débat interne au mouvement ; débat qui devrait avoir lieu dans les mois à venir dans l'ensemble des départements où sont constituées ou se constituent des équipes syndicales.

Au centre des débats, une question fondamentale pour l'avenir : *«Qui devons-nous défendre et organiser, quelles classes ou couches de la paysannerie devons-nous regrouper et sur quelles bases ?»*. Et bien sûr une question tout à fait liée à cette première question de fond : *«Quelles revendications devons-nous avancer ?»*.

Les journées nationales n'auront pas répondu à toutes ces questions et cela est normal aujourd'hui. Mais elles auront eu le mérite de contribuer à lancer la discussion de façon élargie et approfondie au niveau du syndicat. Discussion qui, dans l'avenir, à l'appui d'enquêtes à la base parmi les travailleurs des champs, permettra, nous en sommes convaincus, de doter le syndicat Paysans-Travailleurs d'une ligne la plus conforme possible aux intérêts et aux aspirations des paysans exploités et en particulier des plus nécessiteux, les petits paysans.

Qui défendre et organiser ?

Si la discussion sur la ligne de classe du syndicat a été largement ouverte lors de ces deux journées, il n'en reste pas moins que la position de Paysans-Travailleurs a avancé en ce qui concerne le rôle et la place de la petite paysannerie dans les luttes de classes à la campagne.

Cette question devait être discutée dans une commission sur les «classes à la campagne» et elle resurgissait notamment au moment des discussions sur les revendications, tout particulièrement sur les revendications que le syndicat devrait avoir en ce qui concerne le paiement du lait.

A la conférence de presse, le Collectif national devait expliquer la position du syndicat sur ce point, tel qu'il en est résulté des discussions et votes durant ces deux journées :

«Paysans-Travailleurs n'a jamais eu la prétention de défendre tous les paysans globalement. Maintenant, il y a peut-être un changement, c'est qu'on met davantage l'accent sur la défense des petits paysans. Sans que le débat soit totalement tranché, à savoir " quelles sont les couches les plus exploitées ?", c'est évident qu'il est important pour l'avenir non seulement de Paysans-Travailleurs mais pour celui d'un syndicat de classe des petits paysans, qu'on mette l'accent sur l'organisation et la défense des petits».

Et il devait être précisé :

«Si l'on a beaucoup discuté de ces questions et même des contradictions pouvant exister entre petits et moyens paysans, ce n'est pas pour diviser, mais au contraire pour chercher tous les points de convergence possibles.

»Concrètement sur le terrain, on s'aperçoit que ceux que l'on touche, par exemple dans les comités de défense ou dans les réunions des communes contre la taxe du lait, se sont en premier lieu les petits paysans».

L'indépendance du syndicat

Une résolution de la commission sur l'élargissement du syndicat réaffirmait la nécessité de faire des enquêtes parmi les paysans et de faire des bilans des actions menées.

Le rapport de cette commission rendu public dans la séance du vendredi après-midi réaffirmait la nécessité de l'indépendance et de l'autonomie totales du syndicat à l'égard des autres syndicats et partis politiques. En même temps, la commission appelait le syndicat à renforcer l'organisation des luttes pour échapper à la répression, qu'elle vienne de la bourgeoisie de droite comme de gauche.

Le collectif précisera cette question du rapport entre Paysans-Travailleurs et les autres formations syndicales ou politiques :

«Sur le terrain, on est pour toutes les alliances possibles, sur la base des intérêts des petits et moyens paysans, avec d'autres organisations. Mais on n'est pas pour engager des accords au sommet avec des organisations comme par exemple les FDSEA de gauche ou le MSTP».

Geneviève Gesdon, du département de l'Ille-et-Vilaine, membre du Collectif national, donnera comme exemple l'action actuelle dans son département contre la taxe du lait. Ainsi, en Ille-et-Vilaine, une affiche a pu être faite contre la taxe et appelant les paysans à la mobilisation, signée par les Paysans-Travailleurs du département et des *«responsables locaux de la FDSEA»*.

Le syndicat Paysans-Travailleurs se veut une force anticapitaliste à la campagne, et c'est dans ce sens qu'il ne cautionnera ni ne servira de courroie de transmission à des partis quels qu'ils soient qui entendent gérer le système capitaliste en prenant en main le gouvernement. Ce point qui avait fait l'objet d'une importante discussion interne depuis plus d'un an, à la suite de la tentative de quelques adhérents d'entraîner le syndicat à la remorque de la dite gauche, a été confirmé aux journées nationales sans difficulté.

Renforcement de l'organisation

Sur le plan de l'organisation, deux mesures importantes ont été votées par les délégués à la quasi-unanimité. Il s'agit de la mise en place d'un *Comité national*, représentant chaque département dont la première tâche sera d'élaborer des statuts pour le fonctionnement démocratique de l'organisation syndicale. L'autre mesure consiste à passer du stade juridique de l'association à celui de syndicat de classe ; mesure qui n'est que la concrétisation du renforcement de l'autonomie de la majorité des équipes Paysans-Travailleurs départementales par rapport aux syndicats réactionnaires (FDSEA et CDJA notamment).

Quelles revendications ?

Les journées nationales ont confirmé un certain nombre d'orientations du syndicat comme la lutte contre les firmes agro-alimentaires – privées ou coopératives – le crédit agricole, la taxe sur le lait, les primes à la quantité et la qualité (sur le lait notamment) sur le mot d'ordre : «Travailler et vivre au pays», etc.

Par contre, elles n'ont pu trancher sur celles concernant le paiement du lait aux petits et moyens producteurs. Les journées, sur ce point, auront ouvert le débat et auront, sans nul doute, permis que les différentes positions soient bien exposées.

En fait, comme l'ont souligné les membres du Collectif national, ce débat fait partie de celui concernant l'orientation fondamentale du syndicat. Pour parvenir à s'unifier, il faut l'approfondir encore.

Au total des journées nationales qui, malgré les difficultés de préparation et le faible temps laissé par ces deux jours, auront été positives et marquent une étape pour son renforcement en tant que syndicat de classe et de masse de la paysannerie laborieuse et exploitée.

Lucien NOUVEAU

Lecture du rapport de la commission «agricultrices», par G. Guesdon, membre du Collectif national, rapport où devait être souligné que les femmes des petites exploitations étaient les plus exploitées.

• Vitry-sur-Seine

LA CHASSE AUX JEUNES IMMIGRES

A Vitry-sur-Seine, dans la banlieue parisienne, quelques jeunes de moins de 17 ans ont soutenu l'un des leurs malmené et frappé par trois policiers. «France-Soir» a titré *«Une trentaine de voyous agressent la police»*, la télévision a parlé d'escalade de la violence.

L'escalade, c'est en fait celle de la violence policière

. Comme le racontent les jeunes, ça avait l'air d'un coup monté. Très rapidement une dizaine de cars de flics et autant de voitures étaient sur place.

Ils ont bouclé la cité Couzi et tout le quartier, mitraillette au poing, et ratissé systématiquement pour prendre un maximum de jeunes. Le lendemain matin à 6 heures, ils sont revenus pour prendre des otages dans les appartements, sans mandats de perquisition. Les parents qui s'interposaient se sont entendus répondre *« Tu n'es pas chez toi ici, le bateau ça existe toujours»*.

Ils sont encore venus faire une raffle à la patinoire (emmenant y compris les petits et les petites), plusieurs opérations coup de poing, une fouille du lycée Jean Macé sous prétexte d'alerte à la bombe. Ils ont rempli la cellule grillagée du commissariat d'Ivry, tabassé des jeunes, envoyé cinq d'entre eux à Fleury Mérogis. Il s'agit donc d'une vaste opération policière dirigée contre les jeunes et plus particulièrement les jeunes immigrés.

Elle fait partie des pratiques racistes que le gouvernement encourage encore plus depuis la mise en place des mesures scélérates Stoléru contre les travailleurs immigrés.

D'ailleurs plusieurs habitants du quartier nous l'ont confirmé » *Depuis quelques temps les flics sont encore plus derrière les jeunes et dès qu'ils voient une tête frisée ils se précipitent dessus.»*

Jean Nestor

LA POSITION DU PCF

«trois policiers malmenés à Vitry par une bande d'adolescents» : L'humanité du 30 novembre reprend le même mensonge que France-Soir. Elle ment encore plus que lui puiqu elle félicite les policiers de n'avoir pas tiré, alors que tout le monde a entendu les coups de feu. Quand à la municipalité est- ce qu'elle propose un local aux jeunes ? Non, les locaux sont nombreux mais elle se les garde. Par contre elle réclame un commissariat pour réprimer davantage.



Contrôle et fouille d'un jeune à Paris. A Vitry, les jeunes subissent quotidiennement la même répression (Photo Conti/Gamma).

La parole aux jeunes

Certains de ces jeunes travaillent ou vont encore à l'école ; mais beaucoup sont chômeurs par force dans cette ville où il y a 1500 jeunes chômeurs. Mais tous sont soumis à des brimades incessantes par les flics.

Ils cherchent à faire croire qu'on fait des cambriolages, à tout nous mettre sur le dos, à tourner les gens contre nous. Dès qu'on se balade à 5 ou 6 ils nous embarquent. Le même flic qui nous connaît bien nous embarque parfois plusieurs fois par jour soi-disant pour vérification d'identité ou de mobylette. Des fois ils nous fouillent et braquent sur nous leurs revolvers comme si on était des tueurs. Ils nous prennent dans le car et nous déposent au loin sur les quais de la Seine pour nous obliger à revenir à pied ; un copain a même failli être foutu à la flotte. Ils prennent le droit de nous «interdire de séjour» dans la cité et de nous soumettre au couvre-feu à partir de 20 heures. Après ça on peut toujours dire «Egalité Fraternité», : c'est zéro. Ces jeunes n'ont rien de voyous comme l'a prétendu la presse. Ils s'efforcent de ne pas tomber dans le piège de la rebellion individuelle ou de la délinquance qui les livrerait à la merci de la bourgeoisie et de la police.

Si on se trouve dans les cages d'escalier c'est parce qu'il n'y a rien pour nous ; pas de travail et rien pour se divertir à Vitry. On a bien essayé d'avoir une salle et on a même monté une équipe de football avec l'aide de quelques adultes mais ensuite les associations nous ont laissés tomber.

Il y aurait une salle pour nous ça serait déjà quelque chose.

Publicité... pas neutre

Depuis le printemps dernier, on remarque dans les rues un certain nombre d'affiches publicitaires aux thèmes chauvins, racistes, antipopulaires. C'est la campagne «Total» qui a coincidé avec le lancement des campagnes «Consommons français» du gouvernement et «Fabriquons français» du PCF ; plus récemment, les affiches «Non au travail noir», «A bas l'anarchie», etc. Nous avons voulu savoir ce qu'en pensaient les travailleurs.

Pendant une semaine, on a pu voir dans la région parisienne de grandes affiches proclamant seulement «Non au travail noir». Nous avons demandé aux gens qui passaient devant l'une d'elles ce qu'elle évoquait dans leur esprit et ce qu'ils pensaient de telles méthodes publicitaires (la semaine suivante venait la solution : une publicité pour les carbones propres.

Un retraité : *A mon avis, c'est par rapport aux ouvriers qui font du travail au noir, non déclaré. C'est la faute de celui qui ne donne pas des salaires appropriés aux ouvriers s'ils sont obligés de travailler en plus. Je vous dis cela, je connais la vie ; j'ai travaillé depuis l'âge de 10 ans en 1913 et j'ai fait toutes les luttes y compris celle de 1936. Ce que j'en pense ? Tout leur est bon pour conditionner les gens pour faire croire que c'est les ouvriers qui sont responsables du chômage.*

Un jeune : *On pourrait croire que c'est non au travail au noir ou non au travail pour les Noirs. Mais s'il y a du travail noir c'est que les gens gagnent pas assez et je ne suis pas raciste.*

Une dame : *J'ai été licenciée après avoir travaillé dans la comptabilité ; il n'y a pas de travail pour moi, on me reproche mes 58 ans ; dans ces conditions, le travail noir, on est bien obligé de le faire. J'ai des neveux qui font la vaisselle dans des hôtels pour 20 F de l'heure, il faut bien gagner sa vie.*

Un employé EDF : *S'il y a du chômage en France, c'est pas à cause du travail noir. On ferme les usines, on licencie ; tout ça c'est bien voulu.*

Une Espagnole : *C'est une publicité raciste, c'est pas normal qu'on fasse des publicités comme ça.*

Reportage de Jean NESTOR

La fin justifie les moyens

L'affichage représente un des tous premiers supports publicitaires avec 13 % des recettes. C'est un secteur en pleine expansion étant donné sa rentabilité (investissements moindres, souplesse d'utilisation, etc). Comme dans tout autre secteur de notre société, c'est le profit qui est au poste de commande. Pour attirer l'attention et la curiosité des gens, les publicistes partent du principe «la fin justifie les moyens». **Voilà comment ils en viennent à s'appuyer notamment sur l'actualité politique pour forcer l'attention. Bien entendu, la publicité capitaliste ne peut que véhiculer des idées réactionnaires. Mais dernièrement elle s'est véritablement associée à des campagnes antipopulaires.**

Au-dessous d'une affiche «Non au travail noir», un bombage du PCMLF «Le vrai responsable du chômage, c'est le capitalisme». Visiblement, les militants de ce parti ont eu la même réaction que les travailleurs que nous avons interrogés. Ils ont trouvé une telle inscription publicitaire intolérable.

En bref

● Ile de France

4 femmes sur dix travaillent

Tel est le résultat d'une statistique de l'INSEE. Ce sont les femmes mariées qui sont les plus nombreuses à travailler proportionnellement.

Parmi les causes de ce phénomène mises en avant, l'INSEE en considère un certain nombre qui, certes, peuvent et ont sûrement une influence dans le fait que de plus en plus de femmes travaillent. Mais le plus important est presque passé sous silence : la difficulté pour une famille à vivre avec une paye de travailleur, alors que tout augmente.

● CES Pailleron

Les responsables en jugement

Le tribunal pour enfants de Paris a condamné Marc et Patrick à 4 et 5 ans de prison avec sursis à propos de l'incendie du CES. Les responsables, eux, avaient été laissés en paix jusqu'à présent. Ces gens sont des PDG, architectes, cadres et surtout l'un d'eux, J. Raynaud, est un ami personnel de Chirac. Celui-ci a fait des pieds et des mains pour enterrer l'affaire, mais il n'a pas que des amis au gouvernement et surtout l'association des parents des victimes a mené un combat courageux pour que ces messieurs soient jugés en tant que véritables responsables.

Jamais le feu dans une corbeille à papier n'aurait dû se transformer en incendie du CES. Mais voilà les neuf PDG, cadres, hauts fonctionnaires, etc., au mépris de toute sécurité et pour une question de profits, avaient imposé comme matériau le polystyrène, qui est très inflammable et qui, en brûlant, dégage des gaz toxiques. Ce sont ces gaz qui sont d'ailleurs à l'origine de la mort de 20 personnes et non directement l'incendie.

D'autre part, la conception du CES était un défit à la plus élémentaire sécurité. Des vides entre planchers et plafonds ont joué au moment de l'incendie le rôle de cheminée d'aspiration. D'autre part, les conduites de gaz passaient dans ces vides. Rapidement, elles ont fondu et le gaz a très fortement alimenté l'incendie. Enfin, le ministère a sciemment réduit la «stabilité» de l'édifice en cas d'incendie , de une heure comme l'imposent les normes, à un quart d'heure.

La responsabilité des entrepreneurs, du ministère, des architectes est donc écrasante. On ne peut vouloir réaliser des profits et assurer la sécurité des enfants.

● Reims

Les medecins contre la médecine policière

A Reims, un ouvrier a été licencié de l'usine CISAPUM. Il avait reçu la visite d'un médecin-flic de la société «Sécurex» qui lui avait ordonné de reprendre le travail avant la date prescrite par son médecin traitant. L'ouvrier avait refusé et avait repris le travail à la date normale.

Une centaine de médecins rémois ont vivement réagi à l'annonce de ce licenciement. Ils ont signé une pétition qu'ils ont ensuite portée à la direction de l'usine qui a répondu en envoyant les flics et en leur disant de se mêler de ce qui les regardait. La médecine policière est une nouvelle méthode scandaleuse que les capitalistes commencent à utiliser. Il est nécessaire que les ouvriers et les médecins s'y opposent.

Les pauvres !

Le fils du richissime armateur grec Niarchos vient d'être expulsé d'une école anglaise destinée aux enfants de la «Haute». Le pauvre petit fumait du haschich en cachette, mais il a quand même été surpris. Un avion particulier s'est posé directement à proximité de l'élégant établissement d'enseignement secondaire pour le ramener chez papa. Parmi les autres élèves de cette école figurent aussi les deux fils cadets de la reine d'Angleterre. Le fils à papa Niarchos vivait presque dans la misère dans sa pension. Il ne touchait comme argent de poche que 1 500 F par mois, et en plus il fallait acheter le haschich. Quelle vie !

Ça n'allait guère mieux pour la reine d'Angleterre mais ouf ! ses indemnités ont été augmentées le 9 novembre de 300 000 livres (2 640 000 F). Ceci porte le montant des indemnités annuelles de la reine à 16,7 millions de francs nouveaux. Une misère. D'autant plus que le prince Philip n'est pas augmenté. Il ne touchera que 748 000 F cette année.

Football

LES COULISSES DE FRANCE-BULGARIE

300 000 personnes ont tenté d'obtenir un billet pour aller au Parc des Princes voir France-Bulgarie. Mais le stade ne pouvait contenir que 50 000 personnes. On aura beaucoup parlé de ce «match historique».

Les Français ont gagné (cela vous le savez). Ils avaient en face d'eux une équipe bulgare qui ne voulait ni gagner ni perdre, le match nul étant suffisant pour que la Bulgarie aille en Argentine participer à la coupe du monde.

Le jeu défensif, ce n'est pas du bon foot-ball, c'est le contraire du sport, c'est de l'antijeu. Et les joueurs bulgares étaient enfermés dans cette tactique, tous avaient été choisis sur le critère du jeu défensif. Aussi quand Rocheteau marqua un but pour l'équipe de France, l'équipe bulgare, malgré ses efforts, n'a pas su remonter la pente.

A qui la faute ? Pas aux joueurs qui appliquent la tactique qu'on leur demande d'appliquer. La décision est prise ailleurs, au niveau des responsables de fédérations, des entraineurs aussi. Remarquons en passant que pour un pays qui se dit socialiste (mais ne l'est pas), les officiels bulgares ont une conception bien capitaliste du sport : se qualifier à tout prix. Le reste passe après...

Les milieux politiques français ont surtout cherché à exploiter politiquement cette rencontre sportive.

Chacun y est allé de son petit couplet sur la détente sociale, l'unité de tous les Français derrière les Bleus, la grandeur de la France. Dans un même chauvinisme, Giscard, Chirac et Marchais se sont retrouvés, bras dessus, bras dessous.

Pendant ce temps, on compte 1 300 000 joueurs de foot-ball en France. Le nombre des licenciés de la Fédération s'élève à 19 000, il progresse de 8 à 10 % l'an : une preuve du goût du peuple pour le sport.

Mais tous les lecteurs qui aiment le sport savent que les équipements sportifs, l'encadrement, les possibilités matérielles de se perfectionner sont bien en-dessous de ce qu'exigerait une véritable politique de sport de masse.

Philippe LECLERQ



Le but de Rocheteau (Photo Tartrat).

Platini

Platini est aujourd'hui la grosse vedette du football français. Le but qu'il a marqué face à la Bulgarie a consacré sa gloire. Et c'est vrai que Platini joue bien.

«Le football c'est un peu le domaine du chacun pour soi. C'est dommage. Car la situation de jeunes engagés par les centres de formation des clubs professionnels et rejetés au bout de deux ans parce qu'ils n'ont pas percé est parfois dramatique».

Cette phrase prend tout son sens quand on sait qu'elle est de Platini précisément.

En effet, dans les clubs amateurs, au coin des rues ou sur les terrains vagues, combien d'enfants ne rêvent-ils pas d'être Platini ?

Combien pourront développer leurs capacités de footballeur ? 1 300 000 joueurs pour un seul Platini... Le sport dans un pays capitaliste, c'est comme tout le reste : il faut se défoncer pour être le meilleur, à n'importe quel prix, sinon on n'est pas pris en considération.

Rocheteau

Le cas de Rocheteau est très intéressant. Quand on a eu besoin d'une idole (vu le système commercial, il en faut toujours une), Rocheteau fut porté aux nues. C'était aussi le temps où son équipe, Saint-Etienne, était au sommet de la gloire.

Puis ce fut le crépuscule des dieux. Rocheteau ne fut plus considéré comme une valeur rentable. Il sombra dans l'oubli au point de n'être que remplaçant à Saint-Etienne quand l'entraineur de l'équipe de France, Hidalgo, est allé le rechercher.

Et voilà que Rocheteau marque le premier but de France-Bulgarie. Il ouvre la porte de la victoire. Il devient à nouveau le dieu (numéro deux) des stages. Vous trouvez cela normal, vous ?.

Le troisième but a été marqué par un nommé Dalger, jeune joueur moins connu. Aux yeux de la presse sportive, de ceux qui font la renommée, Dalger ne semble pas une valeur commerciale sûre. Le but de Dalger n'a pas aux yeux des faiseurs de vedettes la même valeur que les deux autres.

Vous trouvez cela normal, vous ?



Les lecteurs ont la parole

Voici une contribution très positive d'un lecteur ouvrier. Nous partageons entièrement le point de vue développé dans cette lettre et nous continuerons nos efforts dans le sens qu'il préconise. cise.

Chers camarades

Je vous écris pour vous faire part de plusieurs problèmes qui me «trottent dans la tête».

Voilà cinq ans que je suis abonné au quotidien et que je le diffuse.

Depuis 2 ans, je suis magasinier à l'HF(Ris-Orangis 91). Je voudrais vous faire part de mon avis personnel sur plusieurs sujets.

LE QUOTIDIEN : J'estime, pour ma part très utile le fait de publier un quotidien. D'une manière générale, je trouve qu'il s'améliore de plus en plus . Je pense pourtant qu'il y a quelquefois des erreurs «de ligne» dans les correspondances qu'envoient les camarades. Ainsi par exemple, dans le récit d'une grève, on s'attache plus à combattre la ligne des traitres dirigeant les syndicats qu'à attaquer le patron. Souvent j'ai l'impression que l'ennemi à abattre, ce sont les dirigeants syndicaux alors qu'en fait , il s'agit des patrons. Certes, il ne faut pas épargner les traitres à la classe ouvrière . Mais il ne faut pas en chercher partout ! Souvent, on a affaire à des militants sincères, qui faute de direction clairvoyante, se fourvoient dans la collaboration de classe . Ce n'est qu'en menant résolument la lutte contre les patrons que, soit ils nous rejoindront, soit ils passeront dans l'autre camp.

Seule une infime minorité fera ce deuxième choix..

N'oubliez jamais camarades le vide immense qu'a laissé le PCF en abandonnant la lutte de classe ! Dans les entreprises où ne militent pas les marxistes léninistes, les sections syndicales ne reçoivent aucun mot d'ordre de lutte, voire d'encouragement à la lutte . Par exemple à l' HF, de temps en temps, on reçoit le matin à la section CGT un mot d'ordre de manifestation pour l'après-midi ! Alors, tirer à boulets rouges sur les délégués sous prétexte qu'ils ont souvent des attitudes fausses, n'est ce pas se tromper d'ennemi? Beaucoup à mon avis sont sincères. Il faut, c'est sur, combattre leurs idées fausses.

Mais cela doit être toujours fait en s'appuyant sur leurs qualités et sur une pratique. Vous savez autant que moi, camarades, ce que cela veut dire être délégué.

Dans la majorité des cas, le patron vous file le boulot le plus dégueulasse, vous bloque au plus bas niveau . etc. Sans compter les réflexions des chefs et des jaunes. Parfois c'est aussi la pommade dans le dos et la corruption. La voie est étroite pour la masse des délégués. Sans aucune perspective, appliquant (inconsciemment) une ligne syndicale nuisible aux intérêts des travailleurs, on est vite écoeuré, voir récupéré.

C'est pour celà à mon avis qu'il faut faire très attention aux épithètes et qualificatifs . Des délégués «purs et durs», il n'y en a pas encore beaucoup, et pour cause ! C'est à nous, militants communistes, par notre pratique, de rallier à nous la masse de ces gens-là en même temps que la masse des travailleurs pour redonner un sens au combat syndical.

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE

A la date du 21 novembre, le montant de la souscription s'élevait à 272 872,55 F ou 27 millions 287 255 anciens francs.

Nous continuons ici à publier la liste des souscripteurs.

Un nouveau procès contre l'Humanité Rouge

Le 14 octobre dernier, les tribunaux de la bourgeoisie donnaient pour la seconde fois raison à Le Pen, président du groupe fasciste d'extrême-droite «Front national» s'estimant diffamé par un article de notre journal. L'Humanité rouge condamnée à 1 500 F d'amende et 3 000 F de dommages et intérêts.

Le 15 décembre prochain, l'Humanité rouge sera à nouveau au banc des accusés des tribunaux de la bourgeoisie. Elle est cette fois-ci accusée en compagnie du Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie, de l'hebdomadaire lillois «Le Clampin libéré», du quotidien «Libération», de la section lilloise de l'Union générale des étudiants de Tunisie, du Comité de défense des étrangers, de diffamation envers le sieur Ali Daldoul, de nationalité tunisienne.

Le 21 septembre 1977, notre journal reproduisait un communiqué du Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie dénonçant les multiples méfaits envers les travailleurs immigrés d'origine tunisienne dans notre pays.

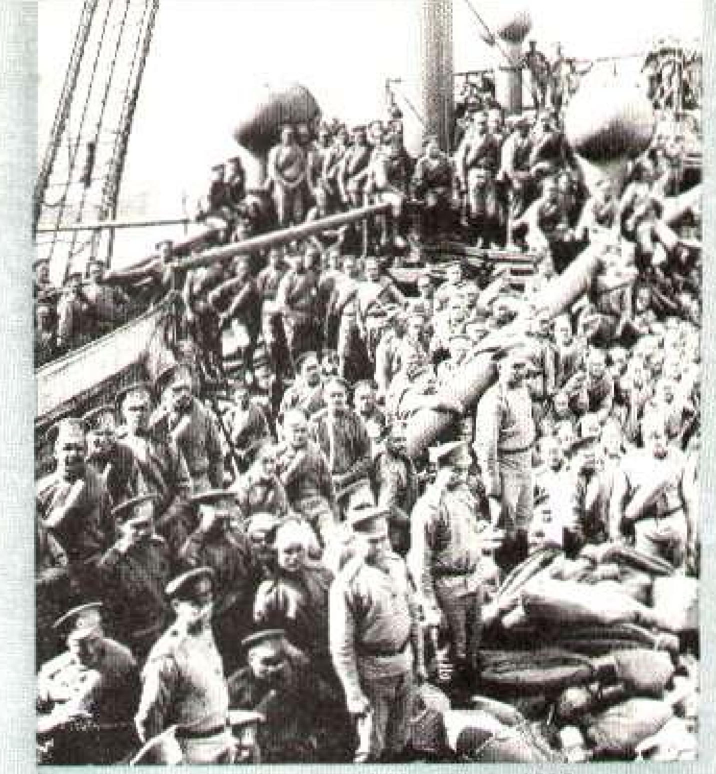
Notre quotidien risque à nouveau une condamnation de 5 000 F d'amende et de dommages et intérêts pour avoir manifesté sa solidarité avec les travailleurs immigrés victimes de la répression.

Les initiales CD signifient comité de diffusion. Il s'agit des comités de diffusion de notre journal. Chacun porte un nom

Les autres initiales sont en général des noms des souscripteurs individuels.

Un travailleur du labo PUK (Lyon)	20 F
Administration et imprimerie du journal	574,35 F
Un correspondant	10 F
SJP	14 F
Suppl. à réabonnement P.H	544 F
B.D	44 F
G.P	20 F
R.J	30 F
V.E	180F
G.F	14 F
G.C	30 F
G.P	500 F
Un ouvrier ML délégué CGT	100 F
V.A	150,50 F
Suppl. à réabonnement C.M	44 F
M.T	144 F
G.B	44 F
D.L	94 F
R.J	72 F
L.J	44 F
CD Monmousseau	270 F
A la fête de la JCMLF (Saint-Brieuc)	2 285 F
T.B J.P.B	220 F
JCMLF 13e	90 F
T.B	835 F
Des étudiants	200 F
Des camarades zairois ML en France	300 F
Souscription en timbres	25,80 F
C.B	100 F
Ventes de gravures F.M.	115 F
Souscription de masse M.L.	72 F
J.B	410 F
M.L	300 F
CD. Dombrowski	550 F
En avant pour les 60 millions	100 F
Sur un héritage que nous ne pensons pas juste de garder pour nous seuls	2 500 F
Suppl. à réabonnement R.D	44 F
J.L	30 F
D.P.H	122 F
H.D	44 F
J.P.L	7,50 F
Pour que se renforce notre presse L.Y	500 F
CD Fameck/Uckange	300 F
L.G/H.P.H	220 F
J.L.C	50 F
H.J	10 F
D.J.P	259 F
CD Chou En-lai	300 F
CD Maurice Audin	170 F
Un postier	40,80 F
G.C Soutien septembre	100 F
J.P.L	10 F
F.L.T	1 000 F
F.B	72 F
5 camarades	1 860 F
Mme S	30 F
M.E	30 F
Suppl. à réabonnement L.H.I	20 F
P.C	60 F
B.J.M	2 F
V.M	44 F
C.P	14 F
O.CH	30 F
S.J.P	14 F
Suppl. à réabonnement G.D	30 F
H.A.	144 F
L.R.J.	22 F
D..	1 044 F
M.C	40 F
V.B	30 F
Souscription à librairie M.C	200 F
	80 F
Pour que vive le quotidien G.D	97 F
M.M.	500 F
Un délégué CGT sur son maigre salaire pour faire vivre trois personnes	100 F
CD Dimitrov	150 F
Souscription à la fête populaire de l'Essonne	900 F
CD. Staline-Ouest	1 000 F
R.P pour des journaux de lutte Pour le parti ml unique	1 500 F
Suppl. à réabonnement G.F	59 F
G.L.	10 F
S.L	12 F
P.J.C	44 F
Melle L.Y	100 F
Pour que vive notre quotidien sur notre cagnotte. Un facteur et une élève infirmière.	330 F
Un communiste ml	500 F
CD Fabien	300 F
CD Audin M.	100 F
D.P	100 F
C.P.H	10 F
CD Audin	102 F
Trois lecteurs	600 F
Soutien en timbres	68 F
" " " " H.R (94)	312 F
Suppl. à réabonnement T.M	6 F
F.P	10 F
B-X.M	30 F
G.M	30 F
T.H.L	86 F
M.J.P	150 F
CL.V	2[illegible]0 F
J.	80 F
M.	22 F
L.	74 F
A.R	18 F
M.P	14 F
R.C	10 F
C.M.	14 F
M.J.B	2 F
F.P	144 F
M.M	40 F
B.M.	40 F
Ma contribution pour la souscription L.G	7,50 F
C.CH	300 F
C.J.J (BR)	40 F
L.J	19 F
J.H	360 F
C	110,80 F
M.CH	100 F
Pour que vive notre HR	20,60 F
CD Fernand Jacq	400 F
M.D (octobre)	75 F
E.P.L Bretagne	190 F
Suppl. à réabonnement P.TH	2 F
L.D	30 F
P.J.J.	30 F
CH.A	30 F
D.M.CH	100 F
H.I	144 F
L.M.M	600 F
C.G.	12 F
P.A	30 F
L.CH	80 F
Mme L.G	180 F
R.B	60 F

1917
DES SOVIETS DE SOLDATS RUSSES EN FRANCE



Les troupes russes débarquent à Marseille en 1916.

En avril 1916, un corps expéditionnaire de 40 000 soldats russes débarque à Marseille. Il s'agit d'hommes envoyés par le tsar pour renforcer les troupes françaises décimées par deux ans de guerre.

Le commandement français, après avoir mis à contribution les Marocains, les Algériens et les Sénégalais, tombés par milliers sur le front, compte bien les employer comme troupes de choc dans les batailles les plus meurtrières. Il compte sur la docilité de ces «moujiks ignares», il devra faire face à leur révolte.

Non à la boucherie ! Démocratie dans l'armée

Dès leur arrivée, la première et la troisième brigades sont envoyées à l'assaut des positions allemandes et subissent des pertes énormes. En janvier 1917, le mécontentement est grands dans leurs rangs. Les soldats les plus conscients, envoyés comme «volontaires» sur le front français par les officiers russes pour leurs idées socialistes, dénoncent devant les paysans pauvres la guerre impérialiste et organisent la révolte. A la faveur d'une permission à Paris, octroyée par le commandement pour tenter de les amadouer, ces hommes, des ouvriers de Moscou pour la plupart, ont pu prendre contact avec des bolchéviks en exil qui les aident à organiser l'action révolutionnaire.

En mars, quand les soldats apprennent la chute du tsar en Russie, ils refusent de se battre et exigent que soit appliquée la première mesure prise par le gouvernement provisoire qui instituait des comités de soldats élus dans l'armée.

Le premier mai, 10 000 soldats organisent une manifestation pour la fête du Travail, drapeau rouge en tête.

A bas la guerre impéraliste ! Rapatriement immédiat !

C'est plus que ne peuvent supporter les officiers russes et le commandement français qui décident de se débarrasser de ces hommes en les envoyant dans le camp de la Courtine, à 100 km de Limoges, pour briser la révolte et les réorganiser en une division capable de reprendre sa place au front.

Ce sera en vain. Dès leur arrivée, les soldats s'organisent en soviets d'où les officiers sont exclus. Le but : retourner en Russie, le moyen d'y parvenir, la grève des armes. Bientôt, ils adoptent le mot d'ordre des bolchéviks : «A bas la guerre !».

Durant tout le mois de juillet, les officiers et les diplomates russes tentent de négocier et de raisonner les rebelles. Ceux-ci s'en tiennent à leur exigence : rapatriement immédiat en Russie.

Résister jusqu'au bout

Le gouvernement de Kérenski ordonne alors de «recourir à des mesures décisives, sans reculer même devant l'emploi de la force par les armes» et de « rétablir la peine de mort» pour venir à bout des mutins. Ceux-ci de leur côté s'organisent . Ils élisent des commissaires avec un ouvrier, Globa, à leur tête.

Quand ils commencent à manquer de vivres, les paysans de la campagne environnante auxquels ils se sont liés leur fournissent de la nourriture. Malgré leur situation critique, ils ne se livreront jamais à des actes de brigandages ou de vol.

Le 9 septembre, l'ordre vient du ministère de la Guerre français de liquider la rébellion. Neuf compagnies d'infanterie, quatre sections d'artillerie et trois pelotons de cavalerie cernent le camp de la Courtine. 2 000 soldats russes, récemment arrivés et qui, après la Révolution de Février en Russie se sont portés volontaires pour combattre sur le front occidental, c'est dire leur fidélité à la bourgeoisie russe, donneront l'assaut.

Les mutins résisteront jusqu'à la dernière minute. Le 19 septembre, après avoir abandonné le camp pour combattre dans les bois environnants, les derniers d'entre eux sont faits prisonniers.

Il n'est évidemment pas question de les renvoyer au combat. D'autre part, ils refusent de travailler dans les usines françaises comme on prétend les y forcer. Ils resteront donc à la Courtine jusqu'à ce qu'éclate la Révolution d'Octobre en Russie. Le commandement français les expédie alors en Afrique où ils seront «pris en charge» par les «Bats d'Af». Certains réussiront à rejoindre leur pays plusieurs années après.

(D'après un article du «Peuple français»)
Pierre DELAUBE